

La Crise dans les Industries du Vêtement et de la Mode à Paris

pendant la période de 1930 à 1937

PAR

Mademoiselle G. DESCHAMPS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Mardi 7 Décembre 1937

MEMBRES DU JURY

Président de thèse : **M. William OUALID**

Assesseurs : **MM. NOYELLE et PERROUX**

PARIS - 8°

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, Rue Soufflot, 3

1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA CRISE DANS LES INDUSTRIES DU VÊTEMENT ET DE LA MODE
A PARIS
PENDANT LA PÉRIODE DE 1930 A 1937

La Crise dans les Industries du Vêtement et de la Mode à Paris

pendant la période de 1930 à 1937

PAR

Mademoiselle G. DESCHAMPS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Mardi 7 Décembre 1937

MEMBRES DU JURY

Président de thèse : M. William OUALID

Assesseurs : MM. NOYELLE et PERROUX

**PARIS - 8°
LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE
3, Rue Soufflot, 3**

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



AVANT-PROPOS

Le présent travail a pour objet l'étude de la crise dans les industries suivantes :

Couture ;

Confection ;

Modes (chapeaux de femmes) ;

Lingerie ;

Fourrure.

Ces industries occupent une place importante dans l'ensemble de la production française ; leur renommée est universelle, et l'autorité dont elles jouissent quant au bon goût, à la qualité et à la valeur de leur production contribuent dans une large mesure au prestige de notre pays à l'étranger. Ce sont des industries essentiellement parisiennes, car c'est à Paris que le monde entier vient chercher ses modèles, principalement en ce qui concerne le vêtement féminin ; ce sont les créations des couturiers parisiens en matière de robes et de manteaux, créations dont la fantaisie, le bon goût et la mesure n'ont jamais pu être imitées ailleurs, qui ont fait la renommée de la couture parisienne.

Ces industries emploient près de 300.000 ouvriers et ouvrières dans la région parisienne ; elles procurent du travail à toute une série d'industries annexes : broderies, fleurs artificielles, plumes de parure, joailleries de fantaisies, ganterie, etc... qui font travailler elles-mêmes près de 150.000 ouvriers et ouvrières.

Les industries de la couture, de la mode, de la lingerie et de la fourrure sont un des principaux facteurs de notre expansion économique dans le monde : en 1925, elles occupaient le second rang dans notre commerce d'exportation. Mais la crise mondiale, qui s'est manifestée en France à partir de l'année 1930, ne pouvait manquer d'avoir ses répercussions sur ces industries.

En 1929, nous avons exporté dans les pays étrangers, non compris les exportations faites dans nos colonies, 4.406 tonnes de vêtements et de lingerie pour une valeur de 1.516.009.000 francs. En 1936, les exportations sont tombées à 637 tonnes pour une valeur de 70.334.000 francs.

Le chômage dans les industries du vêtement et de la lingerie a suivi le même mouvement : il était à peu près inexistant en 1925, alors qu'en 1936 il y avait, dans la région parisienne, pour ces industries, 10.981 chômeurs.

Mais pour mesurer la profondeur de la crise actuelle, il ne faut pas seulement faire la comparaison avec les années 1925, 1926, 1927, 1928 et 1929, qui furent des années de prospérité exceptionnelle. Telle était l'opinion de M. Félix Halff, Président de la Chambre Syndicale de la Confection, qui, dans un article de la *Revue Textile* d'avril 1932, s'exprimait ainsi :

« Ce qu'on appelle la crise, je considère plutôt que c'est pour une grande part, le retour à l'état normal. A la faveur des événements de l'après-guerre, on a fait de l'inflation dans les affaires ; n'importe qui s'installait sans aptitudes ni connaissances techniques. La spéculation jouait le premier rôle, beaucoup comptaient s'enrichir sans s'astreindre à un labeur assidu, et ils y parvenaient parfois. C'est fini : désormais, il faudra travailler comme il était de règle jadis, je ne dis pas pour s'enrichir, mais pour vivre ».

L'opinion de M. Félix Halff est exacte dans une certaine mesure, mais il convient de remarquer que si l'on se reporte aux statistiques douanières de 1913, on constate que les exportations de lingerie et de vêtements avaient été, pour cette année-là, de 7.844 tonnes pour une valeur de 252.648.000 francs.

Si l'on compare ces chiffres avec ceux cités plus haut pour l'année 1936, on est bien forcé d'admettre qu'il n'y a pas seulement crise par rapport aux années de prospérité de 1925 à 1929, mais également par rapport aux années d'avant-guerre. Encore convient-il de signaler que pour rendre la comparaison exacte, il faudrait multiplier par le coefficient 5 la valeur des exportations de l'année 1913.

Des comparaisons de même ordre montreraient qu'il existe une crise analogue dans les industries de la mode et de la fourrure.

Nous analyserons dans les chapitres qui vont suivre les causes de cette crise et nous examinerons les moyens qui ont été employés jusqu'à ce jour pour y porter remède, mais auparavant il est nécessaire que nous exposions dans un chapitre préliminaire, l'organisation dans la région parisienne des industries du vêtement et de la mode.

CHAPITRE PREMIER

Organisation dans la région parisienne des industries du vêtement féminin et de la mode

On doit diviser les industries du vêtement et de la mode en cinq catégories principales :

- 1° Couture ;
- 2° Confection ;
- 3° Mode ;
- 4° Lingerie ;
- 5° Fourrure.

Nous allons étudier séparément l'organisation de ces cinq grandes industries.

I. — COUTURE

On désigne sous le nom général de couture l'industrie qui a pour objet, soit de créer des modèles originaux de vêtements (robes et manteaux) soit d'exécuter des vêtements à la demande de clientes particulières et d'après les instructions données par ces clientes.

L'industrie de la couture se divise en trois catégories que l'on désigne sous les noms de Haute, Moyenne et de Petite Couture.

Haute Couture

L'industrie de la Haute Couture est une industrie essentiellement parisienne. Les maisons de haute couture qui sont groupées dans quelques rues du centre de la ville, ont pour principale fonction de créer des modèles originaux de vêtements que, à certaines époques de l'année, viennent acheter des commissionnaires étrangers. Autrefois, à l'époque de la prospérité, beaucoup d'étrangères, et surtout les Américaines et les Anglaises, faisaient exécuter également leurs robes et manteaux dans les grandes maisons de couture parisienne, mais on peut dire que depuis la crise, cette source importante de profits a diminué peu à peu et qu'à l'heure actuelle elle est pour ainsi dire nulle. L'activité des maisons de haute couture se borne donc presque exclusivement, en ce moment, à la création des modèles et à la satisfaction des commandes des clientes résidant en France, mais qui, par suite des difficultés de la vie, se restreignent de plus en plus.

On a pu dire que la création des modèles exige un véritable talent. Pour cette création, le grand couturier ou la grande couturière fait d'abord appel à des artistes dessinateurs qui copient dans les vieilles estampes et les tableaux anciens des modèles de costumes. Muni de ces documents, le couturier fait appel à son imagination et à celle de ses premières d'atelier, de manière à créer pour chaque saison des modèles ayant un caractère de nouveauté. Dans certaines maisons, les patrons, au lieu de créer les modèles eux-mêmes, font appel à des ouvriers ou ouvrières de premier plan, qu'on appelle des modélistes, et qui sont en réalité de véritables artistes de la couture. Mais que les modèles soient créés par le patron ou

par le modéliste, il est nécessaire qu'il soit reproduit à un certain nombre d'exemplaires ; c'est ici qu'interviennent les ateliers de couture. A la tête de l'atelier se trouve la « première », directrice responsable de la bonne marche de l'atelier et qui est en même temps la première collaboratrice technique du patron. Pour la seconder dans sa tâche se trouve la « seconde d'atelier » qui est chargée de la discipline, de la préparation du travail et de sa distribution et qui remplace, au besoin, la première.

Les ouvrières de l'atelier comprennent : les apprenties, les petites mains ; les secondes mains ; les premières mains.

Les petites mains se recrutent parmi les apprenties ayant 2 ou 3 ans de présence dans les ateliers et sont chargées d'effectuer les travaux les moins difficiles.

Les secondes mains exécutent les travaux normaux et courants, qui incombent à l'atelier où elles sont employées, mais elles sont associées pour l'exécution de ces travaux à des premières mains chargées de les guider.

Enfin, les « premières mains » sont des ouvrières accomplies connaissant à fond leur métier.

Il convient de remarquer toutefois qu'à la fin du XIX^e siècle et au commencement du XX^e, un certain taylorisme s'était introduit dans les grandes maisons de couture. En raison de la complication du costume féminin aux époques susvisées, les ouvrières étaient spécialisées dans certains travaux. Il y avait, dans les ateliers, des manchières, des jupières, des corsagières, des apprêteuses. Il y avait en outre les ouvrières du « tailleur », du « manteau ». Enfin, une catégorie spéciale était formée par les mécaniciennes, ouvrières travaillant à la machine à coudre. Mais cette spécialisation devait évoluer avec la mode. En raison de

l'adoption de la robe droite d'une seule pièce, la spécialisation des ouvrières en jupières, corsagières et manchières n'avait plus de sens. Mais d'autres divisions sont nées. Il y a maintenant les ouvrières du « flou », celles de la « grande robe », celles du « tailleur ». La catégorie des mécaniciennes existe toujours, mais il existe maintenant d'autres catégories comme celles des « ajouzeuses », etc...

Nous venons de voir comment sont organisés les ateliers dans les grandes maisons de couture. Il nous reste maintenant à indiquer comment s'écoule la production de ces ateliers.

La vente est du ressort d'un personnel spécial qui comprend les premières et les secondes vendeuses ; mais à côté des vendeuses, existe une catégorie d'employées qui ne participent pas aux opérations de vente proprement dites, mais qui sont chargées uniquement de revêtir les robes, costumes ou manteaux offerts à la clientèle, de manière que celle-ci puisse se rendre compte sur un modèle vivant de la beauté, du goût et, pour employer le terme parisien usité en pareille matière, du « chic » des collections qu'on leur montre. Ces employées, choisies parmi de jeunes femmes élégantes, grandes et sveltes et ayant un visage agréable, sont désignées sous le nom de « mannequins ».

La présentation des collections aux commissionnaires étrangers a lieu deux fois par an, fin janvier pour les modèles d'été et au début d'août pour les modèles d'hiver ; certaines maisons ont, en outre, deux petites saisons à la fin de mars pour la collection d'automne et à la Toussaint pour la collection de printemps. Nous devons signaler qu'une collection comprend de 150 à 300 modèles : robes de sport, robes du matin, tailleurs, robes d'après-midi,

robes du soir, manteaux du jour, manteaux du soir, blouses, déshabillés, etc...

La collection est présentée en premier lieu aux acheteurs étrangers ; ceux-ci ont le droit d'acheter les modèles pour les reproduire dans leur pays ; mais il est arrivé que certains acheteurs étrangers se présentaient dans les maisons de couture pour se mettre simplement au courant des tendances de la mode actuelle, et ne faisaient aucun achat. Pour éviter cette concurrence déloyale, certaines maisons de couture ont imaginé de faire payer un droit d'entrée élevé pour assister à la présentation des collections.

L'acheteur étranger qui acquiert un modèle, a la faculté de le faire reproduire dans son pays d'origine en autant d'exemplaires que cela lui convient ; mais il n'a pas le droit de le faire reproduire en France ; nous verrons dans le chapitre suivant que cette clause du contrat passé entre la maison de couture et l'acheteur n'est pas toujours observée.

Lorsque les acheteurs étrangers sont partis, la collection est présentée aux clientes particulières résidant en France et qui viennent dans les maisons de couture pour s'assurer l'exclusivité d'une robe ou d'un manteau. Malheureusement, en raison de la diminution des revenus, ces clientes deviennent de plus en plus rares.

Aussi, au-dessous des grandes maisons de haute couture qui occupaient, aux époques prospères, 100, 200 et même 500 ou 1.000 ouvrières, trouve-t-on des maisons secondaires qui tirent leurs inspirations de créations de la haute couture, mais dont l'importance est bien moindre (15 à 20 ouvrières), dont les frais généraux sont également bien moindres, et qui peuvent livrer à leurs clien-

tes des robes dont le prix est beaucoup moins élevé que celui pratiqué dans les grandes maisons ; ces maisons secondaires constituent la catégorie de la Moyenne Couture. Un assez grand nombre de clientes des grandes maisons étant obligées, par suite de la diminution de leurs revenus, de restreindre leurs dépenses, sont devenues les clientes de ces maisons secondaires.

Mais, en réalité, la véritable bénéficiaire de la désertion des clientes des grandes maisons, ce ne fut pas la Moyenne Couture, mais la Petite Couture. Rentrant dans cette catégorie les maisons où la patronne n'est aidée que par une ou deux ouvrières ou bien travaille quelquefois seule.

Dans l'*Exportateur Français*, n° du 28 février 1935, M. P. Cointreau, membre correspondant du Comité des Conseillers du Commerce extérieur, s'exprime ainsi à ce sujet :

« Un grand nombre d'ouvriers ou d'ouvrières habiles, licenciés par des maisons prestigieuses victimes de la crise, ont offert leurs services aux clientes soucieuses de réaliser des économies. Ces artisans ont reçu une éducation professionnelle qui les a rendus capables d'exécuter avec goût les modèles divulgués par des publications spéciales. Ils indiquent des boutiques où chacun peut s'approvisionner de tissus, de soieries, de qualité parfaite, soldés dans des conditions inconcevables. J'ai voulu me rendre compte de l'activité de ces marchés en plein vent et j'ai été stupéfait de voir, au long d'une rue avoisinant le Sacré-Cœur, s'aligner une file de somptueuses voitures semblables à celles qui encombraient, il y a quelques années encore, la rue de la Paix et la place Vendôme. C'était, devant les éventaires, la foule de femmes aux fourrures magnifiques, venant avec leur femme de cham-

bre ou leur « petite couturière », acheter des métrages de tissus ou de rubans qui deviendront la lingerie la plus fine, ou la robe la plus jolie, sans les risques d'être une copie servile ; car la femme suggère quelques aménagements de son cru qui donnent à la réalisation une note personnelle ».

Mais si la Petite Couture a recruté un certain nombre de clientes du genre de celles indiquées par M. Cointreau, elle en a perdu, par contre, un grand nombre. En effet, par suite de la dureté des temps, un grand nombre d'ouvrières et de petites employées ont abandonné leur couturière. Les unes choisissent dans les journaux de mode, ou dans les catalogues des grands magasins, le modèle de robe qui leur plaît et le confectionnent elle-mêmes après avoir acheté le tissu et un patron. Les autres, et c'est le plus grand nombre, achètent leurs robes toutes confectionnées soit dans les grands magasins, soit dans des magasins spécialisés dans ce genre de ventes. Ceci nous conduit tout naturellement à exposer le rôle de l'industrie de la confection des vêtements féminins.

II. — CONFECTIONS POUR DAMES ET FILLETES

La confection est la fabrication en série de modèles ou de vêtements sur des mesures générales pour des personnes inconnues. C'est une industrie qui s'est profondément transformée depuis quelques années. Autrefois et surtout avant la guerre, il s'agissait d'articles ordinaires et classiques vendus à Paris par les grands magasins de nouveautés ou expédiés en province ou à l'étranger ; la façon était peu compliquée, le tissu de qualité inférieure et de couleur assez terne. Aujourd'hui, la confection est deve-

nue élégante, elle s'est installée dans de somptueux magasins où on peut acheter à des prix relativement bas des costumes, des manteaux, des robes d'aspect séduisant. Ces vêtements imitent ceux de la haute couture et n'en diffèrent que par la qualité du tissu et le travail fait entièrement à la machine. Pour arriver à ce résultat, les confectionneurs ont recherché les services des modélistes et des ouvrières habiles de la couture. Ils ont acheté, parfois en fraude, les modèles de haute couture et s'en sont inspirés pour leurs patrons. La fabrication par grandes masses où un modèle était reproduit plusieurs centaines de fois, a été abandonnée ; aujourd'hui, un modèle n'est répété que 40 à 50 fois et les modèles sont créés toutes les semaines ; donc les robes de confection ne risquent plus de ressembler à un uniforme. Les confectionneurs sont également allés voir à l'étranger, et surtout en Amérique, comment la confection était organisée. Ils s'y trouvèrent en présence d'une division du travail plus accentuée et d'un machinisme plus développé. Ils s'inspirèrent de ces exemples pour réorganiser leurs ateliers afin de leur donner une plus grande productivité et d'obtenir un prix de revient minimum. Enfin, en ce qui concerne les couleurs, les progrès faits par l'industrie chimique, surtout pendant la guerre, ont permis d'élaborer de nouveaux colorants pouvant s'appliquer à des étoffes de qualité ordinaire ; on a pu obtenir ainsi, à des prix relativement bas, des étoffes de confection à jolis coloris, ce qui était autrefois le privilège des belles étoffes.

Toutes ces transformations ont abouti à faire des robes et vêtements de confection des articles d'un aspect élégant, adaptés au goût d'une clientèle plus aisée et à celui des étrangères de passage à Paris.

On peut classer les maisons de confection en plusieurs catégories : celles qui font des modèles et de la très belle confection ; celles qui fabriquent les articles moins soignées et celles qui font de la confection ordinaire.

Voyons maintenant le détail de la fabrication des vêtements dans la confection. Il faut distinguer plusieurs opérations. La première opération est la création des modèles par les ouvriers et ouvrières spécialisés appelés modélistes. Les modélistes ont pour tâche de rechercher la façon qui plaira à la clientèle, mais ils doivent également tenir compte de la facilité d'exécution et du prix de revient du vêtement. Les modèles de l'été sont créés en novembre et ceux de l'hiver en avril. Ils sont établis différemment suivant les pays auxquels ils sont destinés : France, Pays du Nord, Pays Méridionaux, Proche-Orient, Amérique. Le modèle passe ensuite aux mains d'un patronnier qui est chargé d'établir le premier patron. Ensuite intervient le coupeur qui taille dans l'étoffe plusieurs épaisseurs à la fois, soit à la main, soit à la machine pour les séries importantes. L'étoffe une fois coupée est remise aux ouvrières qui procèdent à l'exécution proprement dite. Le vêtement, une fois terminé, est remis aux mains d'une réceptionneuse qui constate la bonne exécution et fait faire les retouches utiles. Les ouvrières travaillent, soit à domicile, soit dans les ateliers mêmes du confectionneur où presque tout le montage se fait à l'aide de machines. Certaines maisons sont tributaires d'un entrepreneur à qui elles remettent l'ouvrage tout préparé et celui-ci se charge de le faire exécuter soit dans les ateliers qu'il possède, soit par des ouvrières à domicile. Quelquefois, l'entrepreneur se charge de la coupe. On peut dire que chaque maison a son organisation particu-

lière, car le travail à l'atelier et le travail à domicile se combinent de façons diverses suivant les établissements.

Les maisons de confection peuvent être également classées suivant le genre de leur clientèle : c'est ainsi qu'on distingue les maisons de confection en gros qui vendent aux détaillants de Paris, de la Province et de l'étranger ; les maisons de confection au détail qui vendent directement à la clientèle, et qui comprennent parmi elles les grands magasins de nouveautés qui, souvent, fabriquent eux-mêmes leurs vêtements.

Autrefois, les vêtements de confection étaient vendus presque uniquement par les grands magasins de nouveautés. Depuis quelques années, de nouvelles maisons somptueusement installées se sont ouvertes, offrant des modèles élégants à des prix très peu élevés. Elles essaient d'imiter les maisons de couture et peuvent, dans une certaine mesure, faire illusion au public. Ces nouvelles maisons se sont fait connaître grâce à une habile publicité (annonces dans les journaux, réclame radiophonique) ; elles eurent beaucoup de succès auprès de la clientèle qui fut heureuse de trouver des robes bon marché à la dernière mode, même si la qualité de l'étoffe n'était pas très belle. Depuis la création de ces maisons spécialisées dans la vente des robes, manteaux, tailleurs et tous vêtements féminins, beaucoup de femmes ont cessé de faire leurs robes elles-mêmes ou ont abandonné leur petite couturière ; d'un autre côté, bien des femmes, clientes de la haute couture, ayant vu diminuer leurs ressources, s'habillent maintenant dans les maisons de confection où elles trouvent des robes d'aspect élégant. La crise aurait donc profité aux maisons de confection si elles n'avaient pas été atteintes par la disparition presque complète de

l'exportation et par le fait de la sous-consommation, beaucoup de femmes ayant été obligées de restreindre leurs dépenses d'habillement par suite de la diminution de leurs revenus.

III. — MODE

L'industrie de la Mode a pour objet la confection des chapeaux de femmes. C'est, comme la couture, une industrie essentiellement parisienne ; les modèles de chapeaux créés à Paris jouissent dans le monde entier d'une très grande renommée, due aux qualités de goût et d'invention des modistes parisiennes.

La chapellerie féminine est beaucoup plus le résultat du travail à la main que du travail à la machine, bien que pour la confection des formes un outillage perfectionné soit venu apporter une aide précieuse au travail à la main. En général, le fabricant fournit à la modiste la forme, c'est-à-dire le chapeau non terminé, non garni ; ces formes peuvent être en paille, en feutre ou en étoffe. Le rôle de la modiste sera simplement de les garnir. Mais la modiste peut aussi faire preuve d'initiative : au lieu d'accepter les formes livrées par le fabricant, elle peut donner ses directives à celui-ci et la forme sera exécutée suivant ses indications. Enfin, dans d'autres cas, la modiste retouche la forme livrée par le fabricant ; s'inspirant de tableaux et de gravures de toutes les époques, elle recherche une disposition, un pli, un mouvement qui donne à son modèle un certain cachet d'originalité et qui assurera à celui-ci le succès durant toute la saison. C'est dans ce domaine de la création que la mode parisienne est inimitable.

La modiste est aidée dans son travail par des ouvrières appelées petites, moyennes et premières apprêteuses. Le travail de la première apprêteuse est défini ainsi dans la convention de 1924 : « Une première apprêteuse doit être capable de faire entièrement un chapeau, elle doit pouvoir faire la forme, en donner le mouvement à la main d'après modèle, gravure ou mesure ». Les moyennes apprêteuses sont des ouvrières moins habiles que les premières apprêteuses. Les petites apprêteuses sont des ouvrières sortant d'apprentissage. A côté des apprêteuses, il y a les petites et premières garnisseuses, dont le rôle est de poser la garniture sur le chapeau. Au-dessus des apprêteuses et des garnisseuses, et dans quelques maisons, il existe des premières qui sont des créatrices d'un goût et d'une habileté exceptionnelle. Les grandes maisons, celles qui décident de la mode, en ont plusieurs à leur service. Le nombre des ouvrières, leur habileté, leur valeur professionnelle dépendent de l'importance de la maison qui les emploie.

En effet, il faut classer les maisons de mode en plusieurs catégories. On distingue d'abord les maisons de mode appelées quelquefois maisons de haute mode et qui vendent à la clientèle particulière. Dans ces maisons, la cliente choisit le modèle de chapeau qu'elle désire et le chapeau est ensuite exécuté spécialement pour elle. Ensuite, viennent les maisons de mode en gros qui répètent le même type de chapeaux à plusieurs exemplaires ; ces chapeaux sont vendus aux commissionnaires, aux étrangers, aux grands magasins, aux maisons de province. Les grands magasins possèdent également leurs ateliers où ils fabriquent leurs chapeaux.

Toutes ces maisons ne fabriquent pas le même genre

de chapeaux ; il y en a qui fabriquent le chapeau ordinaire et bon marché, d'autres maisons fabriquent le beau chapeau ; dans ces dernières maisons, le travail ne diffère pas beaucoup de celui des ouvrières de la haute mode, car la fabrication en série n'exclut pas la création de modèles originaux. C'est la variété et le chic des chapeaux parisiens qui attirent les acheteurs étrangers du monde entier. Mais souvent, ceux-ci se contentent seulement d'acheter des modèles qu'ils reproduiront ensuite à des milliers d'exemplaires dans leur pays. Cette habitude a pour conséquence, et maintenant plus que jamais, de priver l'industrie française de la Mode d'un grand nombre de débouchés, les ventes à l'étranger ayant de ce fait considérablement diminué.

4. — LINGERIE

Le mot lingerie vient du nom de la première matière végétale qui ait été employée à la confection du linge : le lin. L'industrie de la lingerie comprend la confection de tous les vêtements de dessous et également celle des blouses, corsages, chemisiers, peignoirs, etc.

C'est une industrie qui est répandue dans toute la France ; mais les centres de confection de la lingerie se trouvent plus particulièrement dans les Vosges, le Nord, le Pas-de-Calais, l'Indre, le Cher, etc. Cependant, Paris reste le principal centre de production française, surtout en ce qui concerne les articles de luxe et le lancement de nouveaux modèles. Comme les autres parties du vêtement, les objets de lingerie se sont considérablement transformés depuis la guerre, ils se sont simplifiés afin de s'adapter à la nouvelle ligne imposée par la mode. De

plus en plus, la fabrication à la machine remplace la fabrication à la main, afin de permettre la vente aux bas prix qui sont sans cesse réclamés par la clientèle. Les motifs brodés ont d'abord été réduits, puis ils ont été remplacés par un motif de jours fantaisie faits sur place à la machine.

La lingerie emploie aujourd'hui d'autres textiles que le lin, elle emploie le chanvre, le coton et surtout beaucoup de soie : soie naturelle ou rayonne. De même aussi, la lingerie, qui était primitivement limitée à l'emploi du blanc, utilise maintenant d'autres couleurs claires. L'apparition depuis quelques années des sous-vêtements en tissu indémaillable, a causé un certain trouble dans l'industrie de la lingerie ; ils ont eu beaucoup de succès, ce qui a causé un gros préjudice aux anciennes lingerie fines.

Les objets de lingerie sont confectionnés soit en atelier, soit par des ouvrières à domicile à qui l'ouvrage est distribué taillé et prêt à être cousu ; quelquefois, cependant, on leur remet le tissu en pièce. Certains articles de lingerie très fins sont confectionnés dans les couvents, tandis qu'au contraire certaines lingerie grossières sont fabriquées dans les prisons.

Les objets de lingerie sont ensuite vendus par les maisons de gros à des maisons de détail. Quelques grands magasins ont des ateliers qui travaillent directement pour eux. Les objets de lingerie vendus par ces magasins sont en général des articles de qualité moyenne ; des objets similaires sont également vendus dans de nombreuses boutiques de moyenne importance. La lingerie de luxe est vendue dans les luxueux magasins des Champs-Élysées et du quartier de l'Opéra ; quelques maisons de couture pos-

sèdent également des rayons de lingerie. Enfin, des articles standard de qualité secondaire, mais dont l'apparence est suffisante, sont offerts par les « Prix Uniques » à une clientèle n'ayant pas un grand pouvoir d'achat.

5. — FOURRURE

L'industrie de la fourrure est très ancienne à Paris, puisque la création de la corporation des pelletiers-fourreurs remonte au Moyen-Age. C'est une corporation dont la prospérité fut très variable aux différentes époques, car son activité est soumise aux caprices de la mode, qui impose la manière dont la fourrure sera portée et parfois décide la suppression de toute fourrure dans le vêtement.

La fourrure jouit depuis la guerre d'une très grande vogue. Des efforts furent faits à ce moment pour créer en France l'industrie de l'apprêt, car auparavant Leipzig avait presque le monopole de la transformation des peaux brutes en peaux souples et soyeuses. Des traitements divers ont modifié les apparences des fourrures d'origine commune comme le lapin et les ont transformées en fourrures élégantes. Il en est résulté une vulgarisation très accusée de la fourrure accessible désormais aux catégories de la clientèle qui ne pouvait en faire usage par suite de son prix élevé.

L'industrie de la fourrure comprend toute une série d'opérations, faites souvent par des industriels différents, qui vont du tannage, de l'apprêt et du lustrage des peaux jusqu'à l'assemblage des pelleteries. C'est seulement cette dernière opération, la confection des fourrures, qui intéresse l'industrie du vêtement.

Il y a peu de moyennes entreprises dans la fourrure,

car l'achat des pelleteries nécessite des capitaux importants. Il existe plutôt de grandes entreprises, ou des petites, où le fourreur travaille à façon aussi bien pour un grand établissement que pour la clientèle particulière ; dans ces petites entreprises, le fourreur est aidé simplement par une ou deux ouvrières. On trouve également des rayons de fourrure dans les maisons de haute couture et dans les grands magasins de nouveauté. On assiste également depuis quelques années à la création de très nombreux magasins spécialisés dans le vêtement de fourrure.

L'industrie de la fourrure emploie aussi bien des ouvriers que des ouvrières. Mais le travail de l'ouvrier est plus important, car c'est lui qui est chargé de la coupe et du travail des peaux. Les ouvrières font le travail d'assemblage, le montage et la doublure du vêtement. Elles se divisent en deux catégories : les mécaniciennes et les ouvrières à la main.

L'habileté, le goût, les connaissances techniques des fourreurs ont fait de Paris le centre de la très belle production, malgré la nécessité d'importer de l'étranger la plupart des pelleteries employées. C'est à Paris que naissent les interprétations les plus remarquables de la fourrure et que sortent les nouveautés les plus frappantes. Cette originalité des modèles parisiens est bien connue dans les pays étrangers dont beaucoup achetaient notre confection en fourrure. Mais depuis la crise de 1929, l'exportation a beaucoup diminué et les marchés étrangers se sont fermés à nos produits.

CHAPITRE II

Causes de la crise

Les industries du vêtement et de la mode se sont ressenties très rapidement de la crise générale de 1929. Elles ont été atteintes dès l'année 1930, et même pour la haute couture vers la fin de l'année 1929. A l'annonce du krach à la Bourse des valeurs de New-York, en octobre 1929, toutes les riches Américaines qui se trouvaient à Paris rentrèrent précipitamment dans leur pays. Ces Américaines, qui constituaient une partie importante de la clientèle des grands couturiers, abandonnèrent les commandes qu'elles avaient faites aux maisons de couture et les leur laissèrent pour compte. De même, les acheteurs américains alors à Paris pour les collections de demi-saison annulèrent leurs commandes. Depuis cette date, les ventes à l'exportation qui représentaient environ les $\frac{3}{5}$ des ventes globales de la haute couture ont diminué de plus de 70 % (1).

Après l'Amérique, la crise s'étendit ensuite à l'Europe et à la France, provoquant une diminution considérable du pouvoir d'achat des consommateurs. Aussi la crise, qui avait atteint d'abord la haute couture, s'étendit ensuite

(1) *Activité moderne*, 10-4-37.

aux maisons de moyenne couture et aux petites couturières ; on assista à ce moment à un déclassement de la clientèle ; un grand nombre des femmes qui faisaient faire leurs robes sur mesure, s'habillèrent chez les confectiionneurs, et la confection qui avait fait de grands progrès depuis plusieurs années recueillit une partie de la clientèle de la petite et moyenne couture. Cependant, la confection ne profita pas autant qu'on aurait pu le croire de son succès, car par ailleurs la perte des marchés étrangers et la diminution du pouvoir d'achat de la clientèle diminuèrent considérablement son chiffre d'affaires.

La diminution du pouvoir d'achat des consommateurs s'est répercutée immédiatement sur les industries du vêtement, car les dépenses d'habillement qui sont, dans certains cas, des dépenses de luxe, sont les premières à être réduites par la clientèle appauvrie. Il s'est produit dans les industries du vêtement un phénomène de sous-consommation. Par nécessité, les budgets de toilette ont été de plus en plus réduits, surtout en ce qui concerne la femme, car l'homme, qui en général n'achète que les vêtements indispensables, arrive vite au bout de sa garde-robe et se voit obligé de la renouveler assez rapidement ; tandis que la femme, qui achète souvent en temps normal des vêtements superflus, restreindra davantage ses achats en période de crise.

La diminution des revenus provoquée par la crise de 1929 et son influence sur les ventes de vêtements sont assez difficiles à évaluer. En ce qui concerne la diminution des revenus, on peut se reporter à un tableau publié par la Société des Nations, où elle indique pour quelques pays la diminution du revenu national de 1929 à 1932. En Roumanie, le revenu a diminué de 47 %, au Canada de

44 %, aux Etats-Unis de 40 %, en Allemagne de 39 %, en Australie de 34 %, en Autriche de 17 %, en Angleterre de 12 %, au Danemark de 8 %, en France de 16 % et le revenu français a continué à décroître après 1932.

Cette diminution des revenus et cette restriction des achats a été provoquée en premier lieu par la crise agricole. Les pays agricoles ont cessé d'acheter beaucoup plus rapidement que les autres. Que ce soit aux Etats-Unis, au Canada, en Argentine ou dans les pays de l'Europe Centrale, partout les exploitants ont vu leurs moyens de paiement se restreindre dans des proportions énormes. Il en a été de même en France. Ainsi, les expéditions des grands magasins de Paris vers la Province ont considérablement diminué à partir du moment où le blé s'est vendu moins cher. En outre, une récolte plus ou moins bonne, des circonstances atmosphériques défavorables influent immédiatement sur le montant des ventes. C'est ainsi qu'un grand magasin de Paris espérait faire en janvier 1936 une bonne exposition de blanc, mais des inondations importantes ayant eu lieu dans plusieurs parties de la France, la Province n'acheta pas.

A côté de la diminution des bénéfices agricoles, il faut citer la diminution des bénéfices industriels et des bénéfices spéculatifs. Beaucoup de gens, avant la crise de 1929, jouaient à la Bourse et ils arrivaient à considérer les bénéfices de Bourse réalisés comme des revenus réguliers qu'ils dépensaient ensuite largement. Mais après la crise de 1929, ces revenus manquèrent subitement.

On se rendra compte de l'influence de la diminution des revenus sur les ventes de vêtements par le tableau suivant, représentant les ventes de vêtements dans certains pays.

*Indices quantitatifs de la vente de vêtements
dans certains pays*

Année 1932 = 100

	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Allemagne	109	104	100	100	102	114	108
Autriche	137	127	130	100	91	89	98
Belgique :							
Magasins nationaux et							
coopératives	110	112	107	100	100	104	104
Grands magasins	127	118	107	100	96	90	103
Canada		109	107	100	101	116	118
Chili	204	220	131	100	103	102	126
Etats-Unis	98	102	104	100	97	102	
Hongrie	162	165	157	100	85	114	119
Italie	103	88	96	100	112	122	
Royaume-Uni			102	100	104	104	109
Suisse				100	106	109	107

(Société des Nations.

Revue de la situation économique mondiale.)

On voit que les ventes de vêtements ont diminué dans tous les pays de 1929 à 1932, avec tendance au relèvement à partir de 1933. La France, qui exportait des vêtements dans tous les pays du monde, en a subi le contre-coup et devait se ressentir profondément de cette situation, car les exportations de vêtements, lingerie et chapeaux ont toujours tenu une place importante dans le commerce extérieur de la France. La diminution des exportations qui se produisit à partir de 1929 doit donc être considérée comme une des causes importantes de la crise dans les industries du vêtement et de la mode et c'est cette diminution des exportations qu'il faut maintenant étudier avec plus de détails.

I. — DIMINUTION DES EXPORTATIONS

L'exportation des vêtements, lingerie, chapeaux, a toujours tenu une place importante dans le commerce extérieur de la France ; tous les pays reconnaissent en effet la suprématie de Paris en ce qui concerne la mode. Nos articles d'habillement, qui étaient des articles de qualité, faisaient connaître dans les pays lointains le bon goût français et la grande valeur de notre fabrication. Cette situation se traduisait par le chiffre élevé de nos exportations. Les exportations de vêtements occupaient en 1913 le quatrième rang dans notre commerce avec l'étranger ; en 1925 elles occupaient le deuxième rang ; en 1929 le huitième rang, pour tomber au vingt-septième en 1935. On constate donc aujourd'hui une baisse profonde de nos exportations. Pour s'en rendre compte, il suffit de comparer les poids et les valeurs des exportations de vêtements pendant plusieurs années, d'après les chiffres publiés au Tableau général du Commerce et de la Navigation.

*Poids en tonnes**Vêtements et lingerie*

1913	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
7.844	9.591	8.263	6.775	4.627	5.918	5.332	4.998	4.927

Valeur en mille francs

1913	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
252.648	1.844.165	1.662.286	690.819	191.717	181.122	157.591	129.351	126.052

Il faut remarquer que ces chiffres globaux comprennent les vêtements pour hommes et femmes. Ils s'appliquent également à toute la France et pas seulement à la région

parisienne. Enfin, ils comprennent les exportations dans les pays étrangers et dans nos colonies.

On voit dans ce tableau que les poids et les valeurs ont constamment diminué depuis 1930. La diminution est beaucoup plus importante en ce qui concerne la valeur que le poids pour les raisons suivantes. Comme nous l'avons indiqué dans notre avant-propos et comme on le verra plus loin, ce sont surtout nos exportations dans les pays étrangers qui ont diminué dans de grandes proportions ; par contre, nos exportations dans nos colonies auraient plutôt augmenté ; mais comme les vêtements que nous exportons aux colonies sont d'un prix très inférieur à ceux exportés dans les pays étrangers, il en résulte que, bien que nos exportations de vêtements n'aient diminué en poids que de 50 %, elles ont diminué en valeur de 93 %.

En examinant plus en détail les différents tableaux de la Statistique des Douanes qui se rapportent à l'habillement, on voit que la baisse est générale pour toutes les parties du vêtement.

L'exportation des pièces de lingerie cousues pour femmes passe de 3.940 quintaux en 1929 à 1.357 quintaux en 1936, pour une valeur de 117 millions, 216 en 1929 et une valeur de 11 millions, 651 en 1936, après être descendue en 1935 à 1.149 quintaux pour une valeur de 9.996.000 francs. L'augmentation des exportations pour l'année 1936 est dû uniquement au développement du commerce avec les colonies, les ventes avec les pays étrangers ayant encore diminué. Ainsi que le mentionne la Statistique mensuelle du Commerce extérieur de la France (1935), combien de pays nous sont fermés maintenant et chez lesquels nous faisons des achats importants ; exemple

l'Australie, l'Egypte, le Canada, l'Argentine, le Brésil, qui étaient autrefois de gros acheteurs de nos articles et dont les femmes conservent le goût, mais ne peuvent les acheter à cause des droits de douane et des changes chaotiques.

L'exportation des vêtements en soie confectionnés pour femmes, qui s'élevait à 442.851 kilogrammes en 1929, tombe à 23.761 kilogrammes en 1936 et la valeur passe de 642.082.000 francs en 1929 à 18.571.000 en 1936. On remarque la réduction des ventes en Allemagne, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en Italie, aux Pays-Bas et en Union Sud-Africaine.

Dans le tableau relatif aux vêtements confectionnés pour femmes, en tissus autres que la soie, on voit que le poids est tombé de 940.286 kilogrammes en 1929 à 254.664 kilogrammes en 1936 et la valeur passe de 792.526.000 francs en 1929 à 30.223.000 francs en 1936. La réduction est surtout importante en ce qui concerne la Grande-Bretagne et les Etats-Unis qui étaient les meilleurs clients de la France. La Grande-Bretagne, qui avait acheté 291.728 kilogrammes en 1929, n'a acheté que 24.486 kilogrammes en 1936, et si on remonte aux années d'avant-guerre, on voit combien a été importante la diminution des exportations, car en 1913 les achats de la Grande-Bretagne étaient montés à 426.088 kilogrammes. Les ventes avec la Belgique ont également fléchi. Certains pays comme le Mexique, le Brésil, l'Australie, ne figurent plus sur les statistiques. D'autres pays comme l'Uruguay, la République Argentine, le Chili, après avoir cessé leurs achats pendant quelques années, les ont recommencé, mais dans des proportions moindres qu'en 1929.

Pour avoir les résultats relatifs à l'industrie des cha-

peaux, il faut consulter plusieurs tableaux. Voici d'abord les résultats du tableau relatif aux chapeaux de feutre de laine. On voit que l'exportation a passé de 9.161.787 chapeaux en 1929 à 1.947.758 en 1936, et la valeur est tombée de 115.048.000 francs en 1929 à 6.754.000 francs en 1936. Il faut remarquer qu'il existe un progrès par rapport à l'année 1934, où le nombre des chapeaux exportés n'avait été que de 459.341 pièces représentant une valeur de 5.071.000 francs. On constate la disparition sur les statistiques de certains pays comme la Roumanie, la Syrie, les Indes Anglaises, l'Australie, Costa-Rica, l'Uruguay, l'Equateur, le Chili, la Norvège, le Danemark. Les clients principaux de la France qui étaient la Grande-Bretagne, l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, les Etats-Unis, ont considérablement diminué leurs achats.

Le tableau des chapeaux de feutre de poils, et de laine et poils, donne comme résultat 598.452 pièces exportées en 1929 pour une valeur de 21.922.000 francs et, en 1936, 216.758 chapeaux pour une valeur de 4.118.000 francs.

Au tableau des chapeaux de paille, on voit que le poids a baissé de 766 quintaux en 1929 à 463 quintaux en 1935 et la valeur de 8.191.000 francs à 1.819.000 francs.

L'industrie de la fourrure est classée sous le tableau : « Pelleteries ouvrées ou confectionnées ». En 1929, il a été exporté 1.991 quintaux contre 213 en 1935, pour une valeur de 121.360.000 francs en 1929 et de 6.695.000 francs en 1935.

En résumé, si on compare tous les tableaux se rapportant à l'exportation des effets d'habillement, on trouve, entre les années 1929 et 1935, une différence de 1 milliard 714.814.000 francs en ce qui concerne les vêtements et lingeries ; pour les chapeaux, on trouve une différence

de 132.426.000 francs, et pour les pelleteries une différence de 114.665.000 francs, ce qui, au total, représente une perte de 1.965.905.000 francs pour le commerce français.

D'autre part, si l'on considère le Tableau général du Commerce et de la Navigation, où il existe une partie réservée au commerce détaillé de la France avec chaque pays, on fait les constatations suivantes : en 1929, les objets d'habillement qui y figurent sous la rubrique « Lingerie et vêtements » étaient exportés dans 49 pays ; en 1935, cette rubrique ne comportait plus que 23 pays. Parmi les pays ayant cessé d'acheter des vêtements en France figurent : l'Irlande, la Pologne, la Hongrie, la Yougoslavie, la Roumanie, l'Espagne, le Portugal, l'Afrique Occidentale Anglaise, l'Afrique Orientale Anglaise, les Indes Anglaises, les Indes Hollandaises, la Chine, le Japon, le Mexique, le Guatemala, le Honduras, San-Salvador, le Nicaragua, Panama, Costa-Rica, la Colombie, le Venezuela, l'Uruguay, l'Equateur, la Bolivie, Haïti, la République Dominicaine. On voit donc que de nombreux pays ont cessé d'acheter en France.

Enfin, on constate que les principaux acheteurs de la France, comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, l'Egypte, les Pays-Bas, ont considérablement diminué leurs achats.

Cela tient à la crise générale, qui a eu pour conséquence de faire replier les Etats sur eux-mêmes par l'établissement de droits de douane élevés, de contingentements, de réglementations des devises, d'interdiction de sorties des capitaux.

2. — DROITS DE DOUANE

Parmi les entraves apportées au commerce internatio-

nal depuis 1930, il faut citer en premier lieu le relèvement des droits de douane qui sont devenus prohibitifs dans plusieurs pays. Ces droits ont été établis, soit pour protéger les industries nationales, soit pour se garantir contre l'invasion des produits étrangers et diminuer le déficit de la balance commerciale. Les vêtements et articles d'habillement ont subi comme les autres matières le relèvement des droits de douane.

Notre principal client pour les vêtements et articles de lingerie était l'Angleterre, dont les achats s'élevaient en 1929 à 12.101 quintaux, représentant une valeur de 788 millions de francs ; en 1936, les achats de vêtements de ce pays ne s'élevaient plus qu'à 936 quintaux pour une valeur de 21 millions de francs. Une des principales causes de la diminution de nos exportations résulte du fait que l'Angleterre a adopté en 1932 un tarif douanier presque aussi élevé que celui des autres pays d'Europe. En ce qui concerne les articles de lingerie, un droit de 50 % *ad valorem* fut établi temporairement d'octobre 1931 à avril 1932 ; cette taxe, superposée aux anciens droits spécifiques, constituait une barrière presque infranchissable. En 1932, ces tarifs furent remplacés par une taxe unique *ad valorem* de 20 % sur toute la lingerie de lin, coton et laine. Ces droits empêchent l'entrée en Angleterre de la lingerie bon marché ; les articles de luxe trouvent peu de débouchés dans ce pays par suite de la diminution du pouvoir d'achat de la clientèle ; ce qui supporterait le mieux les droits de Douane en Grande-Bretagne, ce serait le bon article fini, la lingerie faite à la main pour femmes et enfants. En ce qui concerne les chapeaux, le droit est au moins de 30 %, et il atteint 43 % pour les chapeaux en sole et en simili-soie. Un droit de 50 % fut établi en

décembre 1931 sur les vêtements confectionnés pour femmes et enfants. Depuis le 23 avril 1932, les articles d'habillement de toute nature confectionnés ou mi-confectionnés paient un droit de 20 %.

A côté de cette protection douanière, il y eut en Angleterre une sorte de protection morale accordée aux objets anglais. Ce fut l'objet de la campagne « Buy British », qui eut lieu au moment de la dévaluation de la livre sterling. Cette campagne eut une très grande intensité et elle réussit particulièrement en ce qui concerne les objets de luxe, tissus et effets d'habillement. A Londres, autour de Saint-Paul, en pleine cité, les maisons de draperies et de confections en gros firent disparaître de leurs étalages tout ce qui n'était pas britannique. La clientèle prit l'habitude d'acheter des objets anglais et cette campagne fit beaucoup de tort aux objets français de couture et de mode.

Cette campagne en faveur des produits nationaux eut lieu également dans d'autres pays. Aux Etats-Unis, une campagne anti-française fut déclanchée à l'occasion du non-paiement des dettes de guerre et cette campagne occasionna un grand préjudice aux produits français. Mais cette campagne ne fut pas la seule cause de la régression de nos ventes aux Etats-Unis. La principale cause de cette régression fut l'adoption en juin 1931 du tarif Hawley-Smoot, qui augmentait les droits de douane sur les marchandises. Le taux de relèvement du tarif varie suivant la nature de l'étoffe avec laquelle le vêtement est confectionné. Les vêtements en lainage acquittent un droit de 12,50 par livre plus 60 % de leur valeur, soit une augmentation sur le précédent tarif de 1,25 par livre plus 10 % sur la valeur ; les vêtements en soie artificielle paient un droit de 11,25 par livre plus 65 % de leur

valeur, soit une augmentation de 5 % ; les vêtements en soie naturelle acquittent un droit de 65 % de leur valeur. Les vêtements en autres étoffes sont ainsi taxés :

Velours de coton, 62,5 % de la valeur;

Velours de soie, 65 % de la valeur;

Velours de soie artificielle, 11,25 par livre plus 60 % de la valeur;

Velours côtelé, 50 % de la valeur;

Peluche de soie, 60 % de la valeur;

Soie brodée, 90 % de la valeur;

Lingerie de soie naturelle, 65 % de la valeur;

Lingerie garnie de broderies, dentelles, 90 % de la valeur.

Les droits sur la lingerie sont prohibitifs, car ils doublent le prix des objets. Ainsi une combinaison de 300 francs doit être payée aux Etats-Unis près de 600 francs. Aussi nos exportations aux Etats-Unis, qui s'élevaient à 9.077 quintaux en 1929, ne s'élevaient plus qu'à 897 quintaux en 1936.

L'Egypte occupait le troisième rang parmi nos principaux clients pour les vêtements et lingerie, mais elle fut obligée de se défendre contre l'invasion de produits à bas prix fabriqués principalement au Japon et ces mesures de défense empêchèrent également les produits français de pénétrer en Egypte. Nos exportations dans ce pays ont passé de 3.077 quintaux en 1929 à 425 quintaux en 1936.

Les Etats de l'Amérique du Sud comptaient parmi les clients les plus importants de nos articles d'habillement, mais depuis la crise de 1929 leurs achats ont beaucoup diminué. En Argentine, les droits sur les confections en général furent augmentés de 50 à 100 % en septembre 1931, ce qui eut pour conséquence de faire passer le poids

des vêtements confectionnés que nous exportions dans ce pays de 812 quintaux en 1929 à 120 quintaux en 1936, tandis que la valeur passait de 23 millions à 1 million.

Il en a été de même au Chili, où en 1933 les droits prévus au tarif douanier ont été augmentés de 50 % ; cette décision a eu sa répercussion sur les exportations françaises de vêtements, qui sont tombées de 271 quintaux à 46, pour une valeur de 13.458.000 francs en 1929 et une valeur de 219.000 francs en 1935.

Les droits de douane ont été également augmentés dans beaucoup d'autres pays d'Europe, d'Amérique, d'Afrique, d'Australie, auxquelles la France vendait des objets d'habillement, et ils sont appliqués avec une extrême rigueur. Dans certains pays, il suffit qu'il y ait une piqûre de soie dans une robe en tissu de laine pour que la robe tout entière soit taxée au prix de la soie.

Mais les droits de douane élevés ne sont pas les seules entraves apportées au commerce international; dans bien des cas, ils n'ont pas été jugés suffisants pour protéger le marché intérieur du pays; on a eu alors recours à la politique des contingentements.

3. — CONTINGENTEMENTS

Par contingentements, on entend la quantité de marchandises qui peuvent être introduites dans un pays donné par les autres pays étrangers. Ces contingentements sont fixés pour chaque pays et par nature de marchandises, par une loi ou un décret, ou encore par un traité de commerce ; le chiffre du contingent est généralement un pourcentage des quantités importées pendant les années précédentes.

Des contingentements furent ainsi établis par les Pays-Bas en ce qui concerne les articles de confection et de bonneterie, à raison de 62,5 % de la quantité moyenne importée pendant les années 1930, 1931 et 1929, ou de 75 % de la quantité moyenne importée pendant les années 1930 et 1931 suivant les cas. Le contingentement fut étendu aux articles en coton imprimé, aux vêtements en tricot, aux sous-vêtements et corsets, aux vêtements d'hommes et de garçonnets. Les contingentements furent renouvelés tous les ans dans des proportions variables fixées d'après les quantités importées les années précédentes. Aussi nos exportations en ce pays, qui s'élevaient à 1.200 quintaux en 1929, ne furent plus que de 214 quintaux en 1936.

En Italie, l'importation des chapeaux de femme garnis fut contingentée en juillet 1932. En février 1935, une licence d'importation fut requise pour toute une série de produits, dont faisaient partie les vêtements, coiffures et chaussures. En outre, les sanctions prises contre l'Italie au moment de la guerre italo-éthiopienne devaient interrompre les échanges avec l'Italie pendant près d'un an, et lorsque les transactions furent reprises, elles diminuèrent sensiblement. En 1929, nos exportations de vêtements dans ce pays s'élevaient à 982 quintaux, et en 1936 elles n'étaient plus que de 37 quintaux.

La forme du contingentement peut varier d'un pays à un autre. Au lieu d'une certaine quantité de marchandises fixée à l'avance, chaque importation de marchandises doit, dans certains pays, être autorisée spécialement par le gouvernement. C'est ainsi qu'en Belgique, en 1933, l'importation des vêtements pour hommes et pour femmes fut subordonnée à la production préalable d'une autorisation

spéciale ; il en était de même pour l'importation d'articles de bonneterie en soie (cette autorisation ne fut plus nécessaire à partir de 1936).

Des autorisations d'importations furent établies dans plusieurs autres pays : en Suisse pour les chapeaux, au Danemark, en Grèce, où l'importation des vêtements confectionnés, chapeaux, fut limité à une valeur déterminée ; en Autriche, en Pologne.

Des mesures d'ordre monétaire vinrent s'ajouter aux mesures réglementant l'importation des produits.

4. — CONTROLE DES CHANGES

Dans certains pays, le commerce des devises n'est plus libre, mais contrôlé par l'Etat ou par un organisme central sous l'autorité de l'Etat ; les modalités d'application ont varié suivant les différents pays. Mais quelles que soient ces modalités, elles ont toutes pour but d'empêcher l'exportation des devises nationales pour des achats faits dans un pays étranger, à moins que ces achats aient été autorisés, et cette autorisation n'est délivrée que pour certains objets déterminés : matières premières ou objets fabriqués d'absolue nécessité. Aussi, les vêtements et surtout les articles de luxe qui sont la spécialité de la France, n'eurent plus la possibilité de pénétrer dans ces pays. Parmi les pays à contrôle de devises, on peut citer l'Allemagne, l'Italie, l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Uruguay.

En Allemagne, depuis 1934, une autorisation de devises est nécessaire pour tous les paiements de marchandises importées en Allemagne. Elle remplace toutes les autorisations générales ou spéciales qui étaient requises jusqu'à

cette date. Aussi, notre exportation de vêtements en Allemagne a beaucoup diminué ; elle s'élevait à 1.416 quintaux en 1929 et en 1936, elle n'était plus que de 87 quintaux.

En Grèce, depuis 1935, aucune marchandise française n'est admise sur le marché hellénique sans une autorisation préalable de la Banque de Grèce. Aussi les achats de vêtements français par la Grèce ont passé de 593 quintaux en 1929 à 26 quintaux en 1936.

On peut citer également l'exemple de la Colombie où toute importation de marchandises est subordonnée à l'obtention d'une autorisation d'importation de l'Office de contrôle des changes et des exportations. Ce pays qui figurait sur les statistiques du commerce extérieur de la France pour un montant de 257 quintaux de vêtements n'y figure plus pour ces articles en 1935.

On a essayé de remédier aux difficultés créées par le contrôle du commerce des devises ; car ce contrôle rendait difficile pour les exportateurs le paiement de leurs marchandises vendues aux pays à contrôle de change, et leurs créances étaient immobilisées. Des accords ont été passés entre ces pays à contrôle de devises et les pays à change, libre afin d'obtenir le paiement de leurs créances bloquées. Ces accords ont été appelés des accords de clearing. Dans certains pays à contrôle de change, les importateurs de marchandises étrangères, au lieu de payer directement leurs fournisseurs, versent à une Caisse spéciale en monnaie nationale la valeur des marchandises importées. Du fonds ainsi constitué, la Caisse prélève les sommes nécessaires pour effectuer le paiement aux exportateurs nationaux de leurs créances sur l'étranger. Avec ce système, seul l'excédent des importations sur les exportations nécessite l'envoi de devises aux pays exportateurs. Il demeure

entendu que dans chaque pays exportateur les paiements ne peuvent également être faits aux commerçants exportateurs que par une caisse spéciale. La France a conclu des accords de clearing avec l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, le Chili, la Colombie, l'Equateur, la Grèce, la Hongrie, la Roumanie, la Turquie, la Yougoslavie.

Parmi ces pays à accord de clearing, les principaux importateurs de vêtements français étaient l'Allemagne, l'Autriche, le Chili, la Colombie, la Grèce, la Turquie. Mais le système des accords de clearing n'a pas empêché la diminution des exportations vers ces pays car, en général, on ne voulut admettre dans ces pays que les produits vraiment indispensables à l'économie nationale. D'autre part, ces accords de clearing qui ont été faits pour assurer le paiement de leurs produits aux exportateurs ont rencontré des difficultés : accumulation des créances, lenteur des paiements, etc., qui n'ont pas rendu intéressant le commerce avec les pays à accord de clearing.



A toutes ces entraves au commerce international, il faut ajouter l'instabilité et la dévaluation des monnaies. Cette dévaluation, qui s'est produite à partir de 1931 en Angleterre et dans beaucoup d'autres pays, a eu sa répercussion sur les exportations françaises, car elle a eu pour conséquence de rendre les objets français plus chers pour les autres pays.

Enfin, les mesures sociales votées par le Parlement français en 1936 ont eu également une influence sur nos exportations.

Lorsque nous nous occuperons des prix de revient, nous

montrerons les répercussions qu'ont eues sur ces prix les dévaluations monétaires et les mesures sociales dont il s'agit.

5. — DIMINUTION DU TOURISME

A côté des exportations contrôlées par les services des douanes, il existe ce qu'on a appelé les exportations invisibles, c'est-à-dire les objets que les touristes étrangers achètent en France et emportent avec eux, dans leurs bagages, en retournant dans leur pays. Pendant les années d'après-guerre et jusqu'en 1930, les touristes étrangers venaient nombreux en France, ils y dépensaient beaucoup d'argent et ils ne portaient pas sans emporter quelques objets en souvenir. Leurs achats portaient surtout sur les vêtements, frivolités et articles de Paris ; les étrangères qui venaient à Paris se laissaient généralement tenter par les divers objets, robes, manteaux, gants, écharpes, sacs, ceintures et autres accessoires de toilette exposés aux devantures des grands magasins et des grandes maisons de couture et de mode, et la plupart ne manquaient jamais d'acheter une ou plusieurs robes, car les robes parisiennes avaient la réputation d'être uniques au monde pour leur chic et leur élégance. Cependant, il semble que depuis quelques années, la différence soit moins grande entre la mode de Paris et celle des autres pays. La rapidité des communications a permis la diffusion rapide des modèles et les confectionneurs étrangers, ayant la facilité d'acheter les modèles de Paris plusieurs mois avant les saisons d'été ou d'hiver, arrivent à sortir les mêmes vêtements en même temps qu'à Paris. Les étrangères ne trouvent donc plus en arrivant à Paris une différence sensible avec ce

qu'elles ont déjà vu dans leur pays. Aussi sont-elles moins tentées d'acheter leurs vêtements en France.

Par ailleurs, depuis 1929, le nombre des touristes étrangers a considérablement diminué, et cette diminution du tourisme prive les industries françaises de la couture et de la mode d'une partie importante de leurs débouchés.

Le tableau ci-dessous, établi par l'Office du Tourisme, indique le nombre de touristes étrangers de chaque pays venus en France de 1929 à 1934 :

	1929	1930	1931	1932	1933	1934
Angleterre	881.000	850.000	870.000	522.000	584.705	506.115
Etats-Unis	296.174	276.344	205.320	143.203	101.200	74.322
Espagne	350.213	250.125	200.114	120.000	95.000	80.290
Belgique	38.000	25.320	52.450	41.350	42.000	30.210
Suisse	45.230	41.218	46.318	35.200	35.800	33.215
Hollande	55.000	53.215	51.210	30.300	21.000	33.210
Rép. de l'Am. Sud	150.000	88.125	50.321	20.250	11.000	10.512
Allemagne	35.215	38.210	28.252	10.250	25.200	4.210
Autriche	30.120	23.152	18.150	6.500	5.100	2.150
Divers	30.155	22.122	20.150	15.300	10.500	5.215
Totaux	1.911.107	1.667.831	1.542.285	944.353	941.505	779.449

La diminution du nombre des touristes s'est encore accentuée en 1935 et 1936 et pour chacune de ces deux années, ce nombre n'a guère dépassé 550.000.

On a essayé de calculer les recettes provenant des dépenses faites par les touristes étrangers. On est arrivé à obtenir les chiffres très approximatifs suivants (en millions de dollars-or) :

Années	1929	1930	1931	1932	1933
	392	333,2	235,2	117,5	117,5

On voit que de 1929 à 1933, le chiffre des dépenses des touristes étrangers en France a diminué constamment pour arriver à n'être plus, en 1932 et 1933, que le tiers de ce qu'il était en 1929.

Mais on doit considérer que l'évaluation même approximative du revenu produit par les dépenses des touristes étrangers est très difficile, surtout avec les nouvelles formes du tourisme : croisières, voyages en autocar, qui ne permettent pas aux touristes de faire beaucoup de dépenses.

Cette diminution du nombre des touristes en France est dû à trois causes principales et à des causes accessoires.

Les causes principales sont le krach de New-York en octobre 1929, la dévaluation de la livre en 1931, et la crise agricole mondiale.

À la suite du krach de New-York, beaucoup d'Américains furent obligés de restreindre leurs dépenses et n'eurent plus la possibilité de voyager à l'étranger, comme ils le faisaient avant le krach. Or, ces Américains constituaient une clientèle riche et aisée qui dépensait facilement, et leurs femmes étaient des clientes de premier ordre pour les grandes maisons parisiennes de couture et de mode.

Après le krach de New-York, survint en 1931 la dévaluation de la livre qui, en autres conséquences, eut comme résultat de diminuer le tourisme anglais en France d'au moins 40 %. Bien plus, étant donné qu'à la suite de cette dévaluation les prix français étaient devenus supérieurs aux prix anglais, les touristes anglais n'achetèrent presque plus en France.

Par ailleurs, la mévente des produits agricoles dans tous les pays, et particulièrement dans les Républiques de l'Amérique du Sud, empêchèrent les Sud-Américains de

venir en France ; aussi les touristes sud-américains, qui furent au nombre de 150.000 en 1929, n'étaient plus en 1934 que 10.512. Et il ne faut pas oublier que ces touristes étaient de très bons clients pour nos industries de la couture et de la mode.

A ces causes principales de diminution du tourisme en France, sont venues s'ajouter des causes accessoires qui, évidemment, n'ont pas l'importance des causes principales, mais qui, dans une certaine mesure, agissent défavorablement sur notre tourisme.

Ces causes sont :

- 1° la restriction d'exportation des capitaux ;
- 2° la campagne de dénigrement faite à l'étranger contre les hôteliers français ;
- 3° la crainte des désordres sociaux.

Pour se défendre contre la crise et garder les devises nécessaires à l'achat des produits indispensables à la vie de la nation, certains Etats ont été amenés à contrôler les voyages à l'étranger de leurs nationaux, soit en mettant une taxe sur les passeports, soit en ne leur permettant d'emporter qu'une somme extrêmement réduite. Voici quelques exemples des restrictions qui existent dans différents pays :

En Allemagne, les nationaux ne peuvent emporter en France que 10 Reichsmarks par personne, quelle que soit la durée du voyage. En Italie, un décret-loi ne permet d'emporter que 2.000 liras par personnes. En Roumanie, il est nécessaire d'avoir une autorisation de la Banque de Roumanie qui n'est accordée qu'avec parcimonie. Un Tchécoslovaque peut emporter 1.000 couronnes sans autorisation et un supplément ne peut être obtenu qu'avec une autorisation de la Banque de Tchécoslovaquie. Un Hon-

grois ne peut emporter que 50 pengoes au maximum. Des restrictions existent également dans les pays suivants : Autriche, Bolivie, Bulgarie, Colombie, Costa-Rica, Danemark, Espagne, Grèce, Japon, Norvège, Yougoslavie.

Ces restrictions ont conduit les Etats à réserver au tourisme une place dans les traités de commerce, afin de ne pas se priver de ressources qui étaient importantes pour certains pays comme la Suisse, l'Italie et la France. Et, notamment, la France a conclu des arrangements économiques afin que les touristes de certains pays puissent venir visiter l'Exposition Universelle de 1937.

Une autre cause accessoire, susceptible d'avoir influé défavorablement sur notre tourisme, est la campagne de dénigrement faite dans certains pays et surtout aux Etats-Unis contre les hôteliers français. Cette campagne n'était pas désintéressée, car elle avait surtout pour but de détourner au profit de certains pays les touristes susceptibles de venir en France.

On a d'abord reproché aux hôteliers français le manque de confort de leurs établissements. Ce reproche n'était pas sérieux, et il n'a pas été difficile aux intéressés de se disculper sur ce point. On ne peut ignorer, en effet, les grands progrès faits par l'hôtellerie française depuis la fin de la guerre mondiale.

Mais un reproche plus sérieux fut adressé à nos hôteliers : ce fut la cherté de leurs prix. Il n'est pas niable qu'après la dévaluation de la livre et du dollar, les prix des hôteliers français ont subi une hausse très importante par rapport aux prix payés en Angleterre et en Amérique et dans les autres pays ayant aligné leur monnaie sur la livre et le dollar. C'est ainsi qu'un Anglais qui, en 1929,

pouvait séjourner à Paris dans un hôtel de premier ordre pour une livre par jour, dut payer en 1932 près de deux livres. On peut donc se demander si, pour sauvegarder notre tourisme et nos exportations, nous n'aurions pas été bien avisés en alignant, dès 1932, notre monnaie sur la livre, au lieu d'attendre d'être acculés à faire cet alignement quelques années plus tard dans les plus mauvaises conditions. Quoiqu'il en soit, il faut noter que la dévaluation de la livre n'entraîna aucune augmentation des prix en Grande-Bretagne ; bien plus, dans les années qui suivirent 1932, les prix baissèrent, ce qui revient à dire qu'en 1933 on pouvait se procurer une plus grande quantité de marchandises avec une livre dévaluée, qu'en 1929 avec une livre-or. Ce phénomène économique ne fut compris que tardivement en France ; il fut compris plus tôt dans certains pays, comme l'Italie et l'Allemagne qui, pour favoriser le tourisme, créèrent des monnaies fictives comme la lire touristique et le mark-touriste, à l'usage exclusif des étrangers ; ces monnaies fictives ont le même pouvoir d'achat que la monnaie réelle du pays, mais elles sont vendues aux étrangers à un prix inférieur de 25 à 30 % à la valeur de cette monnaie réelle.

En France, on n'eut pas recours à l'expédient du franc touristique ; lorsque nos hôteliers se rendirent compte du sérieux handicap que constituait pour eux les dévaluations de la livre et du dollar, ils abaissèrent leurs prix, dans toute la mesure où cela leur fut possible ; en outre, les deux alignements monétaires de 1936 et de 1937 ont replacé sur un pied d'égalité les prix anglais, américains et français. On ne peut donc plus dire, sans mauvaise foi, que les prix des hôteliers français sont supérieurs actuellement à ceux des hôteliers des autres pays.

Nous arrivons maintenant à la troisième cause accessoire susceptible d'avoir diminué, dans une certaine mesure, le tourisme en France et notamment à Paris. Cette cause réside dans l'abstention de certains touristes de venir en France, par suite de la crainte de désordres sociaux dans notre pays. A cet égard, les troubles qui se produisirent en janvier 1934 et qui aboutirent à la soirée tragique du 6 février 1934, eurent dans le monde un retentissement considérable et exercèrent une action très défavorable sur le mouvement touristique en France. On raconte qu'en 1935, tous les acheteurs étrangers des modèles de la haute couture exigèrent que les collections leur soient présentées à la fin de janvier, car ils voulaient quitter Paris avant le 6 février, craignant le retour des troubles de l'année précédente. En outre, des faits comme les grèves de juin 1936, les occupations d'établissements, les cessations brusquées de travail dans les hôtels, faits soigneusement recueillis et amplifiés à l'étranger, constituèrent à notre détriment de sérieux moyens de contre-propagande.

Il resterait à chiffrer la perte subie par les industries de la couture et de la mode par suite de l'affaiblissement du tourisme en France. Ce chiffre, par suite du manque de données précises, ne peut être établi que très approximativement.

Tout ce que l'on peut dire à ce sujet, c'est qu'en 1930 on estimait entre 2 et 3 milliards de francs le montant des exportations invisibles, résultant des achats faits par les touristes étrangers dans les grandes maisons de couture et de mode, ainsi que dans les grands magasins.

Pour évaluer la perte subie, on peut se reporter à la conclusion adoptée par M. Peyromaure-Debord dans le rapport sur le Tourisme qu'il fit au Conseil National Eco-

nomique et qui est ainsi conçue :

« Nous aurions désiré pouvoir apporter quelques données précises sur les pertes enregistrées du fait de la diminution du tourisme, notamment à Paris, par les industries et commerces de luxe. Il faut regretter que les groupements professionnels auxquels nous nous sommes adressé n'aient pas été en mesure de nous renseigner, du moins officiellement.

« De l'enquête à laquelle nous nous sommes livré personnellement, il résulte que dans les maisons (articles de voyage, mode, chemiseries, articles de luxe) qui vendent généralement à la clientèle étrangère aisée, le chiffre d'affaires accuse une diminution, de 1928 à 1934, de 30 % en volume, et en francs de 60 % environ, par suite de la baisse des prix, alliée à la raréfaction de la clientèle.

« On peut mesurer par là ce qu'une ville comme Paris peut être appauvrie par la disparition de la clientèle étrangère.

« Il est permis de se demander si l'industrie et le commerce de luxe n'auraient pas avantage à conjuguer leur effort avec ceux des autres industries du tourisme, plutôt que d'attendre, dans l'impuissance et l'inaction, une clientèle qui, le jour où elle le pourra, ne reviendra que si elle y est invitée. »

6. — LA TRANSFORMATION DANS LES HABITUDES DE LA CLIENTÈLE.

LA SIMPLIFICATION DU COSTUME.

Il faut indiquer également comme une cause importante de la crise dans les industries du vêtement la transformation profonde qui s'est produite dans les mœurs depuis la guerre de 1914-1918.

En effet, les circonstances sociales jouant un grand rôle dans l'évolution de la mode, on constate depuis une vingtaine d'années une grande simplification du costume féminin. Celle-ci est due à ce fait que la femme, qui autrefois restait à son foyer, a été amenée à avoir une vie plus active. Au moment de la guerre, les femmes ont été obligées de remplacer les hommes dans maintes occupations actives ; beaucoup d'entre elles ont dû gagner leur vie par suite de la diminution de leurs revenus et de la cherté de la vie. Même les femmes, qui n'étaient pas obligées de travailler hors de chez elles, se sont intéressées aux arts, à la littérature, aux sports, aux voyages, alors qu'autrefois la parure, les vêtements étaient pour les femmes de condition aisée et même moyenne une de leurs plus grandes occupations. Ce changement dans les occupations féminines a entraîné un changement dans le costume féminin. A la ligne factice que donnaient le corset et la robe d'autrefois, les femmes ont préféré la ligne naturelle qui leur donnait plus de liberté dans les mouvements. Elles ont adopté la jupe courte, facile à porter. Les manches sont devenues moins longues, pour disparaître complètement à certaines époques. Il a fallu, pour fabriquer les robes, de moins en moins d'étoffe, surtout à l'époque où la robe-chemise était à la mode. Ces robes simplifiées ne nécessitent plus de la part des ouvrières un travail aussi compliqué. Les broderies, soutaches, dentelles, ruchés, volants ont disparu ou sont employés avec beaucoup plus de discrétion. Ce changement dans les ornements a amené la disparition d'une catégorie d'ouvrières parisiennes très habiles, spécialisées dans ce genre de travaux. Pour réagir contre ces robes trop simples, dont le modèle était facile à copier et qu'il était facile de fabriquer soi-même, les

couturiers ont mis à la mode, depuis quelque temps, des robes plus féminines et de coupe plus compliquée ; mais ces robes ne nécessitent tout de même pas autant de travail que les robes d'avant-guerre.

Voici, par comparaison avec les robes de maintenant, la description d'une toilette d'autrefois portée aux courses d'Auteuil : « Un voile fileté rose et blanc à tous petits dessins réguliers et carrés se transparente sur un dessous de toile de soie rose présentant un corsage drapé, coupé de bretelles en valenciennes au bord de laquelle frissonne une collerette plate en linon brodé ruchée de tulle au bord. Une ceinture en toile rose enlace la taille. La jupe est plate, froncée à la taille, avec entre-deux de valenciennes descendant en long sur la jupe pour continuer le mouvement de ceux du corsage. Dans le bas, un haut entre-deux de linon brodé à l'anglaise retombe sur le bord de la jupe en toile de soie rose ». (D'après le journal de modes « Le Petit Echo de la Mode », 1913.)

Sous les robes modernes, la lingerie a été réduite à quelques sous-vêtements de soie et de dentelles, tandis qu'autrefois on portait sous les robes un ou plusieurs jupons à volants tombant jusqu'au sol. Par ailleurs, la nouvelle lingerie dite indémaillable a causé beaucoup de tort à l'industrie de la lingerie, car une partie des objets indémaillables est d'origine étrangère et, d'autre part, le travail étant fait presque entièrement à la machine, il ne reste pas beaucoup de travail à la main pour l'ouvrière.

Les chapeaux ont également changé, ils ont suivi la tendance générale vers la simplification. Ils étaient jadis volumineux et abondamment garnis de fleurs artificielles et de plumes d'oiseaux ; maintenant leur forme est simple et leur garniture discrète, ils s'inspirent du casque, du

bonnet et du béret. Ces bérêts, ces coiffures de sport, se fabriquent facilement à la maison, ce qui a eu pour résultat d'enlever du travail aux ouvrières de la mode. La conséquence commerciale de ces modèles uniformes et simples a été l'ouverture de boutiques de modes à prix uniques, où les femmes peuvent acheter des chapeaux tout prêts à être portés, sans être obligées d'aller chez une modiste. Mais cette uniformité des chapeaux a amené les femmes à faire si peu de cas de leurs bérêts ou toques qu'elles n'hésitent pas à les ôter et à les mettre sous le bras pour ne pas abîmer leurs ondulations. Bien plus, l'habitude commence à se répandre parmi certaines jeunes filles de la bonne société de sortir nu-tête ; si cette mode s'affirmait, elle causerait un tort considérable à l'industrie des chapeaux féminins.

Cette orientation vers la simplicité a été en partie imposée par le changement des modes de locomotion. A mesure que la notion de vitesse s'impose, la ligne du vêtement se simplifie, devient plus rationnelle ; une voiture automobile moderne n'offre pas de place à des vêtements encombrants ou à des chapeaux volumineux. L'automobile a servi de prétexte pour expliquer le relâchement de l'élégance vestimentaire, car sous prétexte qu'il n'est pas possible de mettre beaucoup de bagages dans une automobile, on n'emporte plus en voyage que les vêtements absolument indispensables. L'automobile est la grande rivale de la parure. Le conducteur d'une auto se soucie peu d'être pris au volant pour un vulgaire mécanicien, à condition que la voiture soit bien entretenue et de première marque. Le nombre des automobiles, ou leur marque, est considéré aujourd'hui comme un signe de richesse, tandis qu'autrefois on considérait plutôt les toilettes et la parure de la

femme. Celle-ci ne cherchera plus d'ailleurs à éblouir ses amies par les robes qu'elle porte, mais par ses automobiles ou par ses prouesses sportives.

Le développement sans cesse grandissant des sports a donc exercé une grande influence sur la manière de s'habiller. On a prétexté que le goût de la toilette était incompatible avec la pratique des jeux en plein air, et on s'est habillé de façon de plus en plus sommaire. Autrefois, quand une femme allait en vacances à la mer, elle emportait des robes de plage qui étaient aussi ouvragées que les robes de ville ; maintenant elle emporte surtout des maillots de bains, des shorts ou des pyjamas, mais cette mode ne donne pas de travail aux ouvrières.

D'un autre côté, les sports exigent des costumes spéciaux dont la forme générale ne varie pas, si les détails peuvent changer ; souvent, la forme de ces costumes est inspirée des costumes des pays étrangers, comme pour les costumes de skis. Beaucoup de ces costumes de sports viennent d'ailleurs de l'étranger où ils sont fabriqués meilleur marché.

Les vêtements que la main-d'œuvre française réussit le mieux et qui lui ont valu sa réputation mondiale sont les robes habillées, les robes de bal et de soirée, qui font partie de la catégorie appelée « le flou ».

Or, il semble que la femme s'habille de moins en moins ; menant une vie très active, elle souhaite avoir un costume qu'elle puisse garder du matin au soir. Les femmes ne s'habillent pas pour aller au cinéma et pas beaucoup plus pour aller au théâtre, à moins qu'il ne s'agisse de soirées exceptionnelles, mais dans ces circonstances on ne constate plus la même recherche d'élégance. Des comités s'étaient fondés en vue d'organiser des fêtes qui auraient

obligé les gens à s'habiller, mais ils n'ont pas obtenu beaucoup de résultats.

Tous les fournisseurs de la parure sont unanimes à reconnaître combien le goût a changé depuis quelques années ; il semble que les femmes n'ont plus autant de goût qu'autrefois et qu'il n'y a plus autant de recherches dans leurs toilettes. Une femme ne demandera plus à une robe de la rendre belle, de corriger, le cas échéant, ses imperfections, elle ira plutôt dans un institut de beauté.

Ces nouvelles tendances, l'émancipation de la femme, le goût des sports et des voyages sont donc très défavorables aux industries du vêtement, car il faut bien le reconnaître, la femme entraînée par le tourbillon de ses nouvelles occupations n'apporte plus la même recherche à sa toilette. Certes, la femme restera toujours coquette, mais elle se contente de plus en plus de vêtements fabriqués en série. Or, ce qui faisait le prestige et la fortune de Paris, centre de l'élégance féminine, c'était le désir de beaucoup de femmes de l'aristocratie et de la bourgeoisie de ne pas être habillées comme tout le monde et de posséder des robes qui s'adaptaient à leur personnalité.

Au contraire, on constate en ce moment une tendance marquée vers la standardisation de certaines parties du costume féminin, surtout en ce qui concerne les costumes de sport.

Si cette tendance vers l'uniformité des vêtements féminins s'accroissait, elle porterait un grave préjudice aux industries parisiennes du vêtement et aux industries de qualité qui s'y rattachent, car ce qui a fait la gloire et la fortune de Paris, c'est le chic, l'élégance et la personnalité des objets qui y sont fabriqués.

7. — CONCURRENCE ILLICITE PAR LA COPIE DES MODÈLES

A toutes ces causes de la crise dans les industries du vêtement et de la mode, il faut ajouter un fait particulier qui a causé un grave préjudice à ces industries et particulièrement à celle de la haute couture : c'est le trafic de la copie des modèles.

C'est un fait reconnu depuis longtemps que celui de la suprématie de Paris en matière de mode féminine. Cette mode qui s'élabore dans les ateliers des maisons de haute couture, sera ensuite adoptée par les femmes de tous les pays du monde civilisé. Aussi les commerçants des pays étrangers viennent-ils chercher à Paris les modèles des vêtements élégants qui leur sont réclamés par leur clientèle. Ces commerçants, désignés sous le nom d'« acheteurs », assistent aux présentations de modèles et achètent ceux qui leur plaisent, avec le droit de les reproduire à plusieurs exemplaires dans leur pays. Mais ce droit d'achat et de reproduction des modèles est refusé aux confectionneurs français, car les maisons de haute couture veulent se réserver le marché intérieur. Les confectionneurs ont protesté à diverses reprises contre cette situation qui, selon eux, favorise leurs concurrents étrangers à leurs dépens, mais ils n'ont jamais obtenu des maisons de couture la modification de cet état de choses.

Les acheteurs étrangers viennent en général plusieurs fois par an à Paris pour la présentation des collections d'été, d'hiver et de demi-saisons. Mais entre leurs voyages, ils se tiennent au courant des changements de la mode. Il s'est créé dans ce but à Paris des bureaux de stylistes, surtout d'origine américaine, qui ont pour objet de ren-

seigner les maisons de couture étrangères sur les tendances de la mode parisienne. Lorsque les acheteurs arrivent à Paris, ils sont déjà renseignés et se trouvent plus avertis pour faire leur choix parmi les collections ; mais ce système a pour conséquence de rendre les acheteurs plus difficiles, car avec tous les renseignements qu'ils possèdent, ils n'ont plus l'impression de voir des choses vraiment nouvelles et originales, et leurs achats diminuent en conséquence.

Depuis la crise de 1929, d'ingénieuses combinaisons ont été imaginées par les acheteurs étrangers, afin de se procurer un grand nombre de modèles aux conditions les plus avantageuses. Par exemple, au lieu d'acheter chacun dix modèles différents, des acheteurs étrangers s'entendent pour ne plus acheter qu'un seul modèle et ils se communiquent ensuite leurs achats. Ce procédé a eu pour résultat de diminuer les ventes de modèles par les maisons de couture dans une très importante proportion.

D'un autre côté, certains acheteurs, après avoir pris le patron d'une robe ou d'un manteau, louent le modèle à des maisons de confection de leur pays qui le reproduisent à leur tour. Pour éviter le paiement des droits de douane, les modèles sont généralement introduits aux Etats-Unis en admission temporaire ; autrefois, quand le patron en avait été relevé, ils étaient réexpédiés en France. Depuis quelques années, ces modèles sont réexpédiés dans d'autres pays étrangers où ils servent également à établir des patrons de robes ou de manteaux. C'est ainsi que New-York expédie des modèles en Australie, à Cuba et en Amérique du Sud ; et, d'un autre côté, Berlin fournit des modèles à l'Europe centrale et orientale.

La Couture française fournit ainsi des idées à tous les

pays du monde, sans en retirer beaucoup d'autres profits que la publicité que lui font les acheteurs étrangers.

En l'état actuel de la législation dans les pays étrangers, il est impossible à nos couturiers et à nos modistes d'empêcher ce trafic des modèles.

Mais la contrefaçon des modèles des grandes maisons parisiennes de couture et de mode ne sévit pas seulement à l'étranger ; elle a pris également une très grande ampleur en France, soit qu'elle s'exerce au profit de confectionneurs français, soit qu'elle s'exerce aussi au profit de confectionneurs étrangers. Il existe en effet à Paris des maisons de copie de modèles ayant une organisation formidable. On peut se procurer, dans ces maisons, les principaux modèles à succès des grandes maisons de couture quelques jours après la présentation des collections. Ces modèles sont, bien entendu, vendus à des prix réduits, car les maisons en question n'ont pas à supporter les frais d'invention et de présentation qui grèvent les maisons de couture.

Pour exercer leur coupable industrie, les copieurs de modèles ont employé les moyens les plus divers ; ils commencèrent par s'assurer la complicité de mannequins ou d'ouvrières qui, pour une somme modique, leur communiquaient les modèles des maisons où elles travaillaient ; elles emportaient le soir, sous leur manteau, un modèle qui était copié en quelques heures et le rapportaient le lendemain matin. Mais il est apparu bien vite que ce n'était pas du côté du personnel que se trouvait la source la plus importante d'approvisionnement des copieurs de modèles ; ceux-ci sont surtout approvisionnés par les acheteurs étrangers qui, avant de regagner leur pays, leur louent les modèles qu'ils viennent d'acheter. Quelquefois,

les maisons de copie se procurent des modèles auprès des clientes particulières des maisons de couture, en leur remboursant tout ou partie du prix de leurs robes, qui leur sont bien entendu restituées dès que la copie en a été prise. Enfin, des ouvrières à la dévotion des maisons de copie se placent chez les grands couturiers et répètent le soir dans ces maisons le modèle auquel elles ont travaillé dans la journée.

Mais il ne suffit pas aux maisons de copie de se procurer les éléments nécessaires à l'exercice de leur industrie ; il est nécessaire également qu'elles puissent se mettre à l'abri de toute visite intempestive ; lorsque ce cas se produit, des sonneries électriques avertissent le personnel qui fait immédiatement disparaître les objets litigieux dans des armoires à double fond, munies de serrures à secret.

Les couturiers et les modistes, pour qui la copie représente une perte importante, se sont organisés pour lutter contre toutes les formes de la contrefaçon ; ils ont notamment créé à cet effet le Syndicat de la Protection artistique des industries saisonnières.

Plusieurs maisons de couture et de mode, appuyées par ce Syndicat, ont attaqué les contrefacteurs et ces poursuites se sont terminées par divers arrêts de la Cour de Paris et notamment par les arrêts du 17 décembre 1931 et des 18 et 23 juillet 1934, qui constituent une jurisprudence qui ne s'est pas modifiée jusqu'à ce jour et qui a été confirmée par la Cour de Cassation.

Il résulte de cette jurisprudence que la protection de la loi du 19-24 juillet 1793, modifiée par la loi du 11 mars 1902 sur la propriété littéraire et artistique, aussi bien que celle du 14 juillet 1909, sur les dessins et modèles industriels, est assurée aux couturiers qui créent des modèles

de robes et de manteaux. De même, elle est assurée aux modistes qui créent des modèles de chapeaux.

En conséquence, le créateur de robes ou de chapeaux peut invoquer à son gré le bénéfice de l'une ou de l'autre de ces lois.

Il nous a paru intéressant de reproduire ci-dessous certains considérants de l'arrêt du 18 juillet 1934 :

« Considérant que c'est donc dans la plénitude de leur droit que les plaignants se sont placés sous la protection de la loi de 1793, à l'exclusion de toute autre, et qu'il ne saurait leur en être fait grief ;

« Or, considérant que la protection ne s'étend pas limitativement aux œuvres des architectes, statuaires, peintres, dessinateurs, sculpteurs et dessinateurs d'ornements, mais également, et ainsi que le spécifie sans restriction l'art. 7 de cette loi, « à toute production de l'esprit ou du génie qui appartient aux beaux-arts », c'est-à-dire à tout ce qui procède de l'art dans la plus large acception du mot, quels que soient le mérite et la destination de l'œuvre, sous réserve d'un effort intelligent et personnel, générateur d'une création, où s'inscrive l'originalité ;

« Considérant que ce serait méconnaître ces principes que d'interdire aux maisons de modes le droit de se prévaloir des dispositions de la loi de 1793 ; qu'on ne peut nier, en effet, que les chapeaux qu'elles éditent procèdent de la science des formes, des volumes, des lignes, des valeurs, des couleurs, des reliefs qui sont à la base de la peinture et de la sculpture lorsque, grâce à l'ingénieuse combinaison d'étoffes, de pailles, de plumes, de fourrures même, choisies avec discernement, leurs ouvrières matérialisent les dessins par elles conçus qui prennent forme et vie au fur et à mesure que leurs doigts habiles, obéissant à leur

pensée, modifient les aspects et les contours successivement imaginés, pour faire apparaître enfin, sous son aspect définitif, une œuvre jamais encore réalisée, véritable création et production de l'esprit ; que s'il peut être, avec raison, soutenu que, contraints de s'inspirer de la mode, c'est-à-dire du goût du moment, dans la nécessité d'obéir, dès lors, à une conception passagère des lignes, des formes, voire des couleurs, les chapeaux, comme les autres objets de la toilette féminine, présentent à chaque saison quant à leur aspect général, un nombre relativement restreint de types, et si l'on peut prétendre que la simple interprétation et même, dans ses grandes lignes, l'imitation d'un modèle ne constitue pas une contrefaçon au sens propre du mot, les détails secondaires étant seuls reproduits pour laisser subsister et apparaître le travail de l'auteur, il ne peut toutefois être contesté que certains chapeaux réalisés avec un goût plus sûr, un choix et un assemblage encore insoupçonnés des matières premières qui les composent ou leur servent d'ornements, affirmant ainsi par une succession de notes originales et personnelles, beaucoup plus que par une perfection qui n'a pas à être envisagée, le talent créateur de la maison qui les lance, échappent au domaine public et doivent être rangés au nombre des objets dont la reproduction, quand elle se traduit par la copie servile ou quasi-servile des particularités, constitue une contrefaçon telle que l'entend la loi, qui la réprime justement ; »

Des considérants analogues figurent dans l'arrêt du 23 juillet 1934 relatif à une contrefaçon de robes et de manteaux.

En outre, la poursuite de la contrefaçon en matière artistique n'est plus subordonnée au dépôt préalable, depuis

la loi du 19 mai 1925, sauf pour les ouvrages de littérature et de gravure. Le dépôt préalable n'est donc pas exigé pour les modèles de robe ou de chapeaux.

Par ailleurs, en cas de nullité de la saisie à laquelle il a été procédé en vue de la poursuite de la contrefaçon en matière artistique, la preuve peut être faite par tous les moyens propres à faire apparaître la réalité du délit, notamment par l'aveu du prévenu.

Enfin, la contrefaçon fait naître à l'égard de ses auteurs une présomption de mauvaise foi qui ne peut être détruite que par la preuve contraire.

La question s'est aussi posée de savoir si la seule détention de croquis représentant des modèles originaux nouvellement créés par des maisons de couture, constituait le délit de contrefaçon, quand bien même aucun vêtement n'aurait été exécuté à l'aide de ce croquis.

Par un arrêt du 5 mars 1937, la Cour de Paris a décidé que le fait d'établir, sans autorisation, sous forme de croquis, des reproductions de modèles de robes appartenant en exclusivité à une maison de couture, constituait le délit de contrefaçon.

Par suite de l'application aux modèles de la couture et de la mode de la loi du 19-24 juillet 1793, et par suite de la surveillance exercée par les couturiers et les modistes, ainsi que par le Syndicat de la Protection artistique des industries saisonnières, la contrefaçon a été un peu jugulée. Mais il est bien certain que pour faire renoncer définitivement les maisons de copie des modèles à leur trafic malhonnête, il serait nécessaire d'augmenter les amendes qui peuvent leur être infligées et qui, en application de l'article 427 du Code Pénal, varient de cent francs au minimum à deux mille francs au maximum ;

on pourrait même concevoir qu'en cas de récidive, les délinquants fussent punis de prison. En outre, les dommages-intérêts devraient être accordés moins parcimonieusement aux maisons lésées.

On ne devrait plus assister au scandale de voir les maisons de copie se faire une réclame de leurs condamnations auprès de leur clientèle, et considérer les amendes et dommages-intérêts comme de simples frais généraux.

8. — LES PRIX DE REVIENT

A toutes les causes ayant pu influer défavorablement sur les industries de la couture et de la mode que nous avons analysées dans les pages précédentes, il faut ajouter la cherté des prix de revient qui s'est surtout manifestée en France depuis la dévaluation de la livre et du dollar.

Les doléances à ce sujet des grands couturiers français, des modistes et des confectionneurs, ont fait l'objet de nombreux articles de journaux et de revues, et tout le monde est d'accord pour estimer que cette cherté des prix a les causes suivantes :

- 1° Surcharges fiscales imposées aux industriels et aux commerçants depuis la fin de la guerre ;
- 2° Cherté de la monnaie française ;
- 3° Cherté du loyer de l'argent en France ;
- 4° Hausse des salaires par suite notamment de l'application des lois sociales.

Nous ne nous étendrons pas longuement sur la question des surcharges fiscales qui nécessiterait de longs développements et qui ne rentre pas directement dans le cadre de notre sujet. Qu'il nous suffise de rappeler que, avant

1914, les commerçants et industriels n'étaient assujettis, au point de vue commercial, qu'à un seul impôt : la patente, mais que, après la guerre, l'imagination fertile du fisc, tout en maintenant la patente, découvrit la taxe de luxe, la taxe sur le chiffre d'affaires, la taxe à la production, l'impôt sur les bénéfices commerciaux, etc., toutes taxes qui se superposèrent à la patente. C'est ainsi, par exemple, qu'un grand magasin parisien qui, avant la guerre, n'avait jamais payé en impôts de toute nature, une somme supérieure à 3 millions par an, a payé, pour l'année 1935, 25 millions d'impôts. On voit, par cet exemple, combien sont écrasantes les charges fiscales imposées aux industries et commerces de luxe de la région parisienne.

La cherté de la monnaie française a influé également sur nos prix de revient. Pour bien faire comprendre les causes de la cherté de notre monnaie, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire ci-dessous les explications données à ce sujet par M. Bertrand Nogaro, professeur à la Faculté de Droit de Paris, dans son livre sur la Crise Economique dans le Monde.

« Le franc, dit M. Nogaro, depuis les derniers jours de 1926, est resté stable par rapport à l'or. Mais les dévaluations successives de la plupart des monnaies étrangères ont modifié sa parité à l'égard de presque toutes les monnaies. Les prix français, en raison du régime monétaire de la France, établi par la loi du 24 juin 1928, sont des prix-or, et les prix-or des autres pays se déterminent pratiquement par leur parité à l'égard du franc. Mais, comme une parité est, par définition, une relation réciproque, la baisse générale des monnaies étrangères équivaut à une hausse du franc à l'égard de ces monnaies. Comme, d'autre part, les prix cotés dans les monnaies des

marchés extérieurs n'ont pas monté de beaucoup, en proportion du changement de parité entre ces monnaies et les rares monnaies restées, comme le franc, au pair de l'or, ils se traduisent (comme cela se passait au début de la période en France) par des prix-or très bas.

« Il se trouve ainsi que les prix de gros français, qui sont aujourd'hui des prix-or, ont, depuis 1929, et par suite de la prolongation de la baisse jusqu'en 1935, fléchi dans une proportion beaucoup plus forte que les prix de gros des grands marchés extérieurs cotés principalement en livres sterling ; et que cependant, ils sont sensiblement plus élevés que les prix étrangers exprimés en or.

« Cela ressort clairement du tableau ci-dessous, où l'on voit les prix français, qui sont des prix-or, encadrés entre les prix britanniques en sterling et les prix-or britanniques.

<i>Base 100 en 1913</i>	1933	1934	1935
« Prix britanniques en Livres...	97	99	103
« Prix français (ind. des 45 art.)	79	74	71
« Prix-or britanniques	66	61	61

La situation décrite par M. Nogaro s'est modifiée depuis les dévaluations monétaires d'octobre 1936 et de juillet 1937. Aujourd'hui le franc n'est plus rattaché à l'or, mais est aligné sur la livre et le dollar. Cette situation nouvelle aurait pu nous être très favorable si, comme nous le verrons plus loin, certains événements n'étaient pas venus contrarier les conséquences heureuses qui seraient résultées pour notre commerce international de ce nouvel état de choses.

Indépendamment de la cherté de notre monnaie, nous sommes également handicapés par la cherté du loyer de

l'argent en France. Alors que dans les pays anglo-saxons, l'Etat et les particuliers empruntent couramment à 3 %, en France, Etat et particuliers ne peuvent trouver d'argent à moins de 6 %, sauf lorsqu'il s'agit d'emprunts à garantie de change, auquel cas l'Etat peut encore trouver des prêteurs à 4 1/2 %. Certains auteurs expliquent cet état de choses par des considérations politiques dont nous n'avons pas à tenir compte dans cette étude, mais nous croyons que dans la conjoncture actuelle, ce n'est pas seulement la politique qui joue, mais aussi l'économique. Il demeure évident que l'Etat français emprunte trop, et comme ces demandes tombent dans un milieu appauvri, les offres ne peuvent être stimulées que par un intérêt élevé. L'Etat empruntant cher, les industriels et commerçants ne peuvent également qu'emprunter cher, ce qui n'améliore pas leur trésorerie.

Nous arrivons enfin à la quatrième cause de la cherté de nos prix de revient, c'est-à-dire à la hausse des salaires par suite de l'application des lois sociales. Nous traiterons plus longuement cette question, car elle se rattache directement à notre sujet.

Et tout d'abord, il nous a paru intéressant d'indiquer le salaire horaire d'une ouvrière qualifiée d'une grande maison de couture à diverses époques considérées pendant la période de 1914 à 1937. Nous n'avons pas tenu compte, dans la détermination de ce salaire, des divers avantages accordés à ces ouvrières depuis 1923, et qui sont les suivants :

1° En 1923, les grandes maisons de couture accordent à leurs ouvrières un congé payé de 15 jours, ce qui constitue une majoration de 4 % du salaire ;

2° En 1930 a eu lieu l'application de la loi sur les assu-

rances sociales, ce qui constitue à la charge du patron une nouvelle majoration de 4 % du salaire.

Nous avons considéré que ces avantages rentraient dans les frais généraux des maisons de couture.

Compte tenu des indications ci-dessus, le salaire horaire de l'ouvrière couturière qualifiée (1^{re} main) s'établit ainsi qu'il suit :

Année 1914.....	0 fr. 40
— 1920.....	1 fr. 90
— 1923.....	2 fr. 30
— 1926.....	3 fr.
— 1929.....	4 fr. 35
— 1930.....	4 fr. 55
— 1931.....	4 fr. 55
— 1935.....	3 fr. 90
— 1936.....	4 fr. 35
— 1937 (1 ^{er} août)	6 fr. 20

L'examen de ce tableau démontre que de 1929 à 1937, les salaires ont suivi les variations des indices du coût de la vie. En effet, en prenant comme base l'année 1929, le Bureau International du Travail a établi comme suit les indices du coût de la vie en France :

Année 1929.....	100
— 1930.....	105
— 1931.....	102
— 1932.....	95
— 1933.....	94
— 1934.....	93
— 1935.....	87
— 1936.....	91
— 1937 (1 ^{er} semestre)	104

Pour l'année 1937, il convient de tenir compte de ce que l'augmentation du salaire résulte surtout de la majoration de 17 % provenant de l'application de la loi de 40 heures ; mais il y a lieu de considérer que l'indice du coût de la vie en 1930 était légèrement supérieur à celui du 1^{er} semestre 1937, et dans ces conditions le salaire alloué au 1^{er} août 1937 n'aurait dû être que $4,55 + 17\%$, soit 5,45, alors qu'il est de 6,20. Ce salaire constitue donc, indépendamment de la semaine de 40 heures, une amélioration notable de la situation de l'ouvrière couturière qualifiée. On ne pourrait que se féliciter de ce résultat, s'il n'avait pour effet d'augmenter les prix de revient dans des proportions telles qu'il n'est pas possible d'envisager aucune reprise sensible dans nos exportations de robes et de manteaux.

Nous venons d'indiquer les divers éléments qui ont contribué à la hausse des prix de revient ; il resterait à déterminer mathématiquement ces prix de revient ; une telle opération n'aurait été possible que si nous avions pu consulter la comptabilité de quelques maisons de couture ou de mode à Paris et dans quelques pays étrangers, ce qui était évidemment une chose hors de nos moyens. Mais, à défaut de précisions mathématiques, nous avons cru possible d'établir un ordre de grandeur, susceptible de donner des résultats intéressants.

De l'enquête personnelle à laquelle nous nous sommes livrés, il est résulté que, dans la grande couture, la main-d'œuvre entre pour 30 % au minimum dans les prix de revient. Si nous adoptons ce minimum pour base, nous constatons qu'une robe qui a nécessité 300 francs de main-d'œuvre revient au couturier à 1.000 francs. Pour ne pas compliquer les choses, admettons que dans les pays étran-

gers il existe une proportion identique entre la main-d'œuvre et le prix de revient.

Partant de ces données, nous pouvons calculer dans différents pays et pour certaines années considérées, le prix d'une robe ayant nécessité, par exemple, 50 heures de travail dans l'atelier de couture. Mais pour que la comparaison puisse être établie entre nos prix de revient et ceux des pays étrangers, il est nécessaire de convertir les prix français, au cours du change, dans la monnaie du pays faisant l'objet de la comparaison.

Nous avons donc établi deux tableaux de comparaisons détaillés pour deux pays : les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, qui étaient nos meilleurs clients avant la crise pour les robes et manteaux de haute couture et les chapeaux de haute mode.

Comparaison du prix de revient d'une robe confectionnée à Paris et ayant nécessité 50 heures de travail à l'atelier de couture, avec le prix de revient de la même robe confectionnée, dans le même temps, en Grande-Bretagne.

	FRANCE	GRANDE-BRETAGNE
Année 1920.....	6 livres 4 shill.	7 livres 4 shill.
— 1923.....	5 livres 7 shill.	7 livres 4 shill.
— 1926.....	3 livres	7 livres 4 shill.
— 1929.....	5 livres 16 shill.	7 livres 1 shill.
— 1930.....	6 livres	6 livres 16 shill.
— 1931.....	6 livres	6 livres 9 shill.
— 1935.....	7 livres 11 shill.	6 livres 5 shill.
— 1936.....	7 livres 13 shill.	6 livres 11 shill.
— 1937.....	7 livres 15 shill.	6 livres 11 shill.

Il résulte du tableau ci-dessus que, de 1920 à 1929, les prix de revient en France sont restés très inférieurs à ceux de la Grande-Bretagne, qu'en 1930 et 1931, ces prix tendent à se rapprocher, mais qu'à partir de 1932, et par suite de la dévaluation de la livre, l'avantage revient nettement à la Grande-Bretagne et, malgré les dévaluations du franc d'octobre 1936 et de juillet 1937, nos prix de revient sont encore très supérieurs à ceux de l'Angleterre. Par ailleurs, il convient d'ajouter que, depuis 1932, la Grande-Bretagne a suivi une nouvelle politique douanière et que de libre-échangiste, elle est devenue nettement protectionniste. En particulier, une robe importée de France doit payer un droit de douane de 20 % *ad valorem*, soit, pour une robe valant 7 livres 15 shillings, un droit de 1 livre 11 shillings. Dans ces conditions, toute exportation en Grande-Bretagne de robes confectionnées en France est impossible par suite de l'exagération de nos prix de revient et des droits de douane de la Grande-Bretagne.

Comparaison du prix de revient d'une robe confectionnée à Paris, et ayant nécessité 50 heures de travail à l'atelier de couture, avec le prix de revient de la même robe confectionnée, dans le même temps, aux Etats-Unis.

		FRANCE	ETATS-UNIS
Année	1920.....	24 dollars	62 dollars
—	1923.....	25 dollars	62 dollars
—	1926.....	14 dollars	62 dollars
—	1929.....	30 dollars	62 dollars
—	1930.....	29 dollars	62 dollars
—	1931.....	30 dollars	59 dollars 1/2
—	1935.....	43 dollars	69 dollars
—	1936.....	48 dollars	66 dollars
—	1937.....	38 dollars	69 dollars

Il résulte du tableau ci-dessus que les prix de revient français ont été, depuis l'année 1920, toujours inférieurs aux prix de revient des Etats-Unis. Cette situation, très favorable pour la France, eut pour résultat une très grande prospérité des industries parisiennes de la couture et de la mode pendant la période de 1920 à 1930, en raison des nombreuses et importantes ventes faites aux Américaines. Mais à partir de 1930, et comme conséquence du krach de la Bourse de New-York en 1929, nos exportations vers les Etats-Unis commencèrent à décliner. Puis, en 1931, survint le changement de politique douanière des Etats-Unis, qui s'orientèrent vers un protectionnisme ayant un caractère nettement prohibitif. C'est ainsi qu'une robe en tissu de laine fut frappée d'un droit *ad valorem* de 75 % en sus du droit de 0,50 par livre. En définitive, une robe dont le prix de revient est de 40 dollars en France ne peut être introduite aux Etats-Unis qu'après paiement d'une taxe douanière de 31 dollars, ce qui, en somme, constitue pour le couturier français un prix de revient de 71 dollars, alors que la même robe, confectionnée en Amérique, revient à 69 ou 70 dollars. Comme nous l'avons dit ci-dessus, l'énormité des tarifs douaniers des Etats-Unis concernant les vêtements et la mode aboutit à une véritable prohibition des articles étrangers.

Quelque sommaire que soit la méthode que nous avons employée pour calculer les prix de revient dans la haute couture, elle présente néanmoins une approximation suffisante pour faire une comparaison utile des prix de revient dans les pays à salaires élevés comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ; elle ne pourrait pas être employée pour calculer les prix de revient dans les pays à bas salaires, comme l'Allemagne, l'Italie, l'Autri-

che, la Belgique, etc... En effet, dans ces pays, la part du salaire dans les prix de revient est bien inférieure à 30 %, l'élément le plus important en étant l'achat des matières premières (soie, laine ou coton) ; néanmoins, par suite de leurs bas salaires, les pays en question handicapent fortement les pays à salaires élevés.

Nous indiquons ci-dessous, après les avoir convertis en francs français au cours du change, les salaires horaires payés en 1936 dans quelques pays aux ouvrières de la couture :

Allemagne	2,80
Autriche	2,35
Belgique	1,50
Italie	1,60
Hongrie	2.
Japon	0,4
Pologne	1,15
Suède	2,90
Tchécoslovaquie	4.

Des considérations que nous avons exposées ci-dessus, il résulte que pour la haute couture, et sauf en ce qui concerne les Etats-Unis, nos prix de revient sont supérieurs actuellement de 15 à 40 % à ceux des autres pays, sans parler bien entendu du Japon, où cette proportion s'élève à 70 ou 80 %.

En ce qui concerne les industries de la mode, de la confection, de la lingerie et de la fourrure, on aboutirait, *mutatis mutandis*, à des résultats analogues.

Une telle situation est due, pour une part importante, à l'application en France de la loi ayant réduit à 40 heures la durée du travail hebdomadaire, mesure qui, jusqu'à ce jour, n'a été adoptée par aucun autre pays.

Quelques bons esprits s'accommodent, d'ailleurs, très bien de cette situation, car ce qui importe, disent-ils, ce n'est pas de vendre à l'étranger, mais d'augmenter le pouvoir d'achat de tous les Français, de manière à compenser par les transactions intérieures la perte de nos débouchés à l'extérieur. C'est un système qui nous conduirait directement à l'autarcie, et il n'entre pas dans notre sujet de discuter des mérites ou des inconvénients de l'autarcie. Mais il est certain que, en ce qui concerne les industries de la grande couture ou de la haute mode, le marché intérieur ne pourra jamais compenser les ventes faites aux Anglais et aux Américains pendant la période de 1920 à 1930.

Nous venons d'analyser, dans les pages qui précèdent, les causes de la crise dans les industries de la couture et de la mode. Il nous reste maintenant à étudier quels en ont été les effets.

CHAPITRE III

Les effets de la crise

I. — EFFETS DE LA CRISE SUR LES ENTREPRISES

1. EFFETS DE LA CRISE DANS LES INDUSTRIES DE LA COUTURE ET DE LA CONFECTION

Les industries du vêtement et de la mode sont parmi celles qui ont été, en France, le plus directement et le plus durement atteintes par la crise. Or, ces industries s'exercent dans une très grande proportion à Paris ; c'est dire le dommage considérable qui en résulte pour notre grande capitale.

La crise s'est manifestée, en ce qui concerne les industries en question, sous deux formes différentes qui ont joué en même temps.

- 1° Réduction massive de nos exportations à l'étranger;
- 2° Diminution considérable du chiffre d'affaires en ce qui concerne le marché intérieur.

En ce qui concerne les exportations, les tableaux ci-dessous montrent leur déclin depuis 1930.

*Tableau des exportations de vêtements confectionnés
pour femmes dans les pays étrangers (1)*

1° En tissus de laine ou de coton

Années	Quantités en kilog.	Valeur en francs
1929	832.079	701.323.000
1930	502.079	423.857.000
1931	339.081	131.586.000
1932	184.539	39.828.000
1933	184.586	31.203.000
1934	143.389	25.187.000
1935	139.076	25.192.000
1936	119.333	24.827.000

2° En tissus de soie

1929	438.287	635.318.000
1930	557.798	808.807.000
1931	465.532	319.540.000
1932	70.217	43.912.000
1933	59.252	40.533.000
1934	43.461	29.872.000
1935	23.190	21.402.000
1936	22.587	18.397.000

3° Pièces de lingerie cousues pour femmes

1929	341.000	113.228.000
1930	265.000	80.842.000
1931	158.000	45.538.000
1932	56.800	14.664.000

(1) Les exportations dans nos colonies ne sont pas comprises dans ces chiffres.

Années	Quantités en kilog.	Valeur en francs
1933	78.500	11.906.000
1934	57.900	9.316.000
1935	59.300	7.864.000
1936	52.900	7.783.000

4° *Pelleteries ouvrées ou confectionnées*

1929	199.000	120.157.000
1930	159.500	88.033.000
1931	169.700	87.342.000
1932	47.100	19.964.000
1933	37.900	11.434.000
1934	27.600	8.499.000
1935	20.200	6.302.000

En ce qui concerne la mode, la statistique générale des Douanes ne fait pas de distinction entre les chapeaux de femmes et ceux d'hommes. On manque donc d'éléments pour faire des comparaisons entre les années de prospérité et les années de crise, mais les résultats en seraient au moins aussi désastreux que pour la couture.

Il n'est pas besoin de commenter longuement les chiffres ci-dessus. Leur simple lecture suffit pour se rendre compte de la profondeur de la crise qui sévit dans nos industries de la couture et de la mode, quant à nos exportations. En résumé, en ce qui concerne les vêtements confectionnés en tissus de laine et de coton, nos exportations de 1936 sont en diminution sur l'année 1929 de 85 % en poids et de 96 % en valeur.

Pour les vêtements confectionnés en tissus de soie, la diminution des exportations est de 94 % en poids et de 97 % en valeur.

Pour les pièces de lingerie, la diminution est de 85 % en poids et de 93 % en valeur.

Pour les pelleteries ouvrées ou confectionnées, la diminution des exportations de 1935 sur celles de l'année 1929 est de 90 % en poids et de 95 % en valeur.

Comme nous l'avons dit ci-dessus, à cette diminution massive de nos exportations est venue s'ajouter une contraction de notre marché intérieur, résultant de la baisse des salaires et surtout de la mévente des produits agricoles. Ce resserrement de notre marché intérieur est très difficile à déterminer, car les commerçants ne répondent pas volontiers aux questions qui leur sont posées à ce sujet. On peut se baser toutefois, pour établir une approximation suffisante, sur les résultats accusés par un grand magasin de nouveautés de Paris qui, en 1929, avait fait un chiffre d'affaires de un milliard environ et qui, en 1935, a vu son chiffre réduit à 500 millions, soit 50 % de diminution.

Comment les patrons ont-ils réagi contre cette crise sans précédent et par sa profondeur et par sa longueur ?

En premier lieu, ils ont diminué l'importance de leurs ateliers et ont licencié une partie de leur personnel. Telle grande maison de couture qui occupait un millier d'ouvrières en a licencié un grand nombre. Pour conserver les meilleures, le patron a comblé le déficit que faisait ressortir son bilan par des fonds provenant de sa fortune personnelle. D'autres patrons ont fermé leurs maisons de Paris et se sont installés à Londres, où ils trouvaient une main-d'œuvre à meilleur marché et où ils étaient soustraits aux droits de douane. Quelques autres ont cherché à regagner sur le marché intérieur ce qu'ils perdaient sur le marché extérieur, et ils installèrent dans l'avenue des

Champs-Élysées de luxueux magasins, où ils vendirent la fameuse robe à 150 francs, qui eut la plus mauvaise presse chez les couturiers parisiens. Enfin, les maisons les moins solides furent acculées à la faillite.

Les faillites

Quel fut le nombre des faillites dans les industries de la couture et de la mode ?

La Statistique générale de la France publie à ce sujet des chiffres qui intéressent tout le territoire et non seulement la région parisienne, mais comme nous l'avons dit, une grande partie des établissements de couture et de mode ont leur siège à Paris, et le tableau des faillites reproduit ci-dessous concerne pour la plus grande partie la région parisienne.

Extraits des tableaux de faillites publiés par la Statistique Générale de la France

Années	Nombre de faillites concernant les établis- sements de couture	Nombre de faillites concernant les autres indus- tries du vêtement	Total
1929.....	187	299	486
1930.....	141	408	559
1931.....	239	591	830
1932.....	331	717	1.048
1933.....	297	628	925

A partir de 1934, la classification des différentes industries a été changée dans les tableaux de la Statistique Générale de la France. Les industries du vêtement ont été classées sous deux chapitres intitulés : 1° Travail des

tissus et du vêtements, et 2° Commerce textile et des vêtements, ce qui rend la comparaison plus difficile avec les années antérieures. Toutefois, en réunissant ces deux groupes, il est possible de comparer le chiffre total des faillites avec celui des années précédentes. On arrive ainsi à un total de 1.104 faillites en 1934 et de 1.057 en 1935. Mais nous devons faire quelques réserves sur le caractère actuel des faillites.

En effet, la faillite était autrefois un moyen d'assainir le marché ; elle ne paraît plus jouer ce rôle depuis quelques années. Si l'on met à part les commerçants honnêtes, victimes de circonstances malheureuses, il semble que pour un assez grand nombre, la faillite n'est qu'un moyen pratique de se tirer d'embarras, quand elle n'est pas érigée en méthode commerciale. De nombreuses liquidations judiciaires et de nombreuses faillites ne sont que la suite de véritables entreprises d'escroqueries. Le décret-loi du 8 août 1935, qui fait application aux gérants et administrateurs de sociétés de la législation sur la faillite et la banqueroute, mettra sans doute un terme à des pratiques commerciales que réprouvent tous les commerçants honnêtes.

2. — ENQUÊTES MENSUELLES DES INSPECTEURS DU TRAVAIL

A côté du nombre des faillites, une autre indication sur la production est donnée par les enquêtes mensuelles faites à partir de 1931 par les inspecteurs du Travail (enquêtes ne concernant que les établissements occupant au moins 100 ouvriers).

Le tableau ci-dessous donne les résultats de ces enquêtes pour le mois de septembre de chaque année depuis 1931.

TRAVAIL DES ÉTOFFES ET DES VÊTEMENTS

Années	Nombre des établissements	Effectif des ouvriers et ouvrières	Durée hebdomadaire du travail					
			48 heures o/o	+ de 40 et — de 48 o/o	40 heures o/o	+ de 32 et — de 40 o/o	32 heures o/o	— de 32 heures o/o
1931	476	85.932	76,26	17,30	3,18	2,22	0,42	0,62
1932	476	75.206	73,01	15,50	6,94	3,10	1,28	0,17
1933	465	76.345	81,37	13,25	3,91	1,21	0,03	0,23
1934	465	72.918	72,47	13,18	6,27	3,02	2,94	2,12
1935	453	69.717	73,01	14,65	7,43	4,16	0,64	0,07
1936	453	70.683	77,80	14,52	4,51	2,47	0,21	0,42
1937	461	69.278	»	»	85,60	8,64	1,27	4,19

Il résulte du tableau ci-dessus que si le nombre des établissements occupant plus de 100 ouvriers et ouvrières n'a pas sensiblement diminué de 1931 à 1937 (différence en moins de 15 seulement), il n'en est pas de même de l'effectif du personnel qui, de 85.932 en 1931, passe à 69.278 en 1937, soit une différence de 16.454 en moins.

Par ailleurs, le nombre des ouvriers faisant une journée complète, qui était de 76,26 % en 1931, était tombé à 73,01 % en 1935 ; mais il s'est relevé à 77,80 en 1936 et à 85,60 en 1937, conséquence certaine de la loi de 40 heures.

3. — LES RECENSEMENTS PROFESSIONNELS

Une indication sur la production peut également être déduite des recensements professionnels de 1926 et de 1931.

On constate qu'en 1926, 116.635 ouvriers et ouvrières étaient employés à Paris à la confection des vêtements, alors que ce nombre n'était plus que de 113.692 en 1931.

Les travaux de lingerie occupaient à Paris, en 1926,

20.138 personnes, tandis qu'en 1931 l'effectif n'était plus que de 18.808 personnes.

Les travaux de la mode et de la chapellerie occupaient à Paris, en 1926, 22.496 personnes, tandis qu'en 1931 l'effectif n'était plus que de 18.769.

Mais si, de 1926 à 1931, le personnel a diminué, le nombre des établissements ne s'est pas sensiblement modifié, sauf en ce qui concerne la confection des vêtements.

1° Confection des vêtements

Année 1926	3.443
Année 1931	8.990

2° Lingerie

Année 1926	1.235
Année 1931	1.216

3° Chapeaux

Année 1926	2.102
Année 1931	2.089

On remarque que de 1926 à 1931, le nombre des établissements de confection de vêtements s'est augmenté de 547. Cette augmentation résulte de ce que de nombreuses ouvrières licenciées par les grandes maisons de couture se sont établies à leur compte. En effet, le nombre des établissements n'occupant pas d'ouvrières, qui n'était que de 657 en 1926, est passé à 1.537 en 1931, soit une augmentation de 880. Il ne faut pas voir là un indice de prospérité, mais une conséquence de la crise. En effet, le nombre des établissements occupant de 10 à 20 ouvrières, qui était

de 502 en 1926, n'est plus que de 457 en 1931 ; le nombre des établissements occupant de 21 à 100 ouvrières, qui était de 409 en 1926, n'est plus que de 363 en 1931 ; le nombre des établissements occupant de 101 à 500 ouvrières, qui était de 15 en 1926, n'est plus que de 13 en 1931.

Par ailleurs, de nombreuses petites entreprises ont été également installées par des étrangers qui ont trouvé ce moyen pour tourner la réglementation que l'Etat a établie pour protéger le travail des ouvriers français. Ces entreprises échappent généralement au fisc comme à l'Inspection du Travail, et c'est ainsi qu'elles peuvent vendre des costumes et des vêtements à très bas prix, ce qui a pour résultat de fausser le marché à l'égard des maisons qui travaillent dans des conditions normales.

4. — LES EFFETS DE LA CRISE DANS L'INDUSTRIE DE LA LINGERIE

Nous avons vu plus haut que le nombre des ouvrières et ouvriers employés à Paris dans cette industrie avait subi en 1931 une diminution de 1.330 ouvriers et ouvrières par rapport à 1926. Toutefois, le nombre des établissements est resté à peu près le même (1.216 au lieu de 1.235). Il sera intéressant de connaître le nombre des établissements qui subsisteront en 1936, lorsque les résultats du recensement fait pendant cette année auront été publiés. Quoiqu'il en soit, la Chambre Syndicale de la Lingerie estime, en 1936, à 80 % la diminution du chiffre d'affaires dans cette branche d'industrie par rapport à 1929. Nous avons vu ci-dessus qu'en ce qui concerne les exportations, elles avaient diminué de 85 % en poids et de 93 % en valeur. Notamment, nos ventes de lingerie de luxe aux riches

Américaines et aux riches Anglaises, nos meilleures clientes, ont subi une réduction massive que montre le tableau ci-dessous.

*Exportation de pièces de lingerie cousues pour femmes,
fillettes et enfants (en quintaux)*

	Grande-Bretagne	Etats-Unis
Année 1929	843	3.722
Année 1936	91	321

5. — LES EFFETS DE LA CRISE DANS L'INDUSTRIE
DE LA MODE

Dans l'industrie de la mode, les exportations ont diminué également dans une très grande proportion, de telle sorte qu'en 1936 elles ne représentent plus que 10 ou 15 % de ce qu'elles étaient en 1929. Cette situation est due à deux causes différentes :

1° aux droits prohibitifs frappant l'importation des articles de mode dans les différents pays et notamment aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne ;

2° au trafic de la copie des modèles.

La « Revue de la Chapellerie » du 15 septembre 1931 a publié à ce sujet l'information suivante :

« La petite ville de Dansbury, dans le Connecticut, traverse en ce moment une période de prospérité exceptionnelle qu'elle doit aux modistes de Paris. Dansbury est en effet le centre le plus important aux Etats-Unis pour la fabrication des chapeaux pour hommes et pour femmes. Grâce à la vogue dont jouit en Amérique le chapeau Eugénie, création parisienne, les usines de Dansbury travaillent depuis six semaines à plein rendement. Sur 18

usines importantes spécialisées dans la fabrication des chapeaux de feutre, 13 sont situées à Dansbury et produisent actuellement 10.000 douzaines de cloches par jour. Mais la mode du chapeau Eugénie n'a fait fureur en Amérique que pour disparaître au bout de trois mois, victime de sa propre popularité.

« L'industrie chapelière et la mode ont exploité à fond la vogue du chapeau Eugénie. Des usines où l'activité languissait se sont mises à travailler à plein, fournissant leur production maximum. La ville de Dansbury connut alors trois mois de prospérité, en pleine période de dépression générale, mais trois mois seulement. L'élan féminin a été coupé net, lorsque l'élégante de Park-Avenue ayant payé 625 francs un mignon chapeau Eugénie, en a vu sur la tête de sa cuisinière une copie à 44 francs 75, achetée dans le quartier de Harlem, abomination de la désolation. »

Cette information est la preuve la plus évidente du dommage considérable causé à nos couturiers et à nos modistes par le trafic de la copie des modèles. La modiste parisienne qui avait créé le chapeau Eugénie avait reçu de l'acheteur américain quelques billets de mille francs, et cette création a permis aux industriels américains de réaliser plusieurs millions de bénéfice. Il serait à souhaiter qu'une entente intervînt entre les divers pays pour la protection des modèles de la couture et de la mode, comme cela existe actuellement pour la propriété artistique et littéraire.

En ce qui concerne le marché intérieur, l'industrie des chapeaux de femme a vu son chiffre d'affaires diminuer d'au moins 50 %. Mais cette situation est due non seulement à la diminution des ventes, mais également à la diminution des prix. Au fur et à mesure que la crise s'est

développée, il s'est créé une mystique du bas prix. Les clientes, dont les ressources étaient diminuées, demandaient à payer de moins en moins cher, et un grand nombre de commerçants voulurent leur donner satisfaction. Mais pour arriver à ces bas prix, les tissus, les feutres, les pailles employés furent de qualité très inférieure. En bref, en voulant vendre à trop bon marché, certains commerçants ont produit des articles très inférieurs et ils ont fait le plus grand tort à la réputation mondiale de nos industries de la mode et de la couture.

Cette observation s'applique également aux robes et manteaux à bas prix vendus par certaines maisons de confection.

6. — EFFETS DE LA CRISE DANS L'INDUSTRIE DE LA FOURRURE

La crise dans l'industrie de la fourrure paraît avoir été moins importante, tout au moins en ce qui concerne le marché intérieur. Cette situation est due à ce que la fourrure jouit en ce moment de la faveur de la mode. Que ce soit un renard ordinaire ou argenté, ou bien encore un collet en lapin ou en skungs, toute femme, même de condition modeste, a le désir d'avoir une fourrure sur les épaules ; les plus fortunées ont également l'ambition d'avoir un manteau de fourrure, dont les prix varient, selon la nature des peaux, de quelques centaines à plusieurs milliers de francs. Enfin, cette mode de la fourrure est savamment entretenue par une publicité ingénieuse, qui revêt les formes les plus diverses et qui s'exerce notamment par les postes émetteurs de T.S.F. En outre, les industriels de la fourrure ont imaginé des ventes à crédit, qui

stimulent beaucoup la clientèle féminine à laquelle ils ont affaire.

En 1932, l'industrie de la fourrure comptait environ 1.500 établissements de tout ordre, depuis les fourreurs n'employant qu'un personnel très restreint jusqu'aux maisons employant des centaines d'ouvriers et d'ouvrières ; le nombre des ouvriers employés dans l'industrie de la fourrure était à cette époque de 20.000 et le chiffre d'affaires estimé à un milliard de francs.

En 1935, le chiffre d'affaires s'élevait, d'après des évaluations approximatives, à 3 milliards, et l'industrie de la fourrure comptait à cette époque 3.000 établissements employant 35.000 personnes. Il convient de noter que l'augmentation des établissements provient pour la plus grande partie d'entreprises installées par des étrangers qui, comme il a été dit ci-dessus pour la couture, ont trouvé ce moyen pour tourner la réglementation établie pour protéger le travail des ouvriers français.

En résumé, si dans l'industrie de la fourrure on a enregistré une régression massive de nos exportations à l'étranger, par contre cette industrie a, sur le marché intérieur, beaucoup moins souffert que les autres industries de luxe de la région parisienne.

7. — EFFETS DE LA CRISE SUR LES GRANDS MAGASINS

Nous en aurions fini avec les effets de la crise sur le patronat, si nous ne nous croyions pas obligé de dire quelques mots sur les effets de la crise dans les grands magasins de Paris.

Nos grands magasins ont, en effet, une réputation mondiale, et il n'est pas un touriste étranger qui ne demande

à les visiter. Ces établissements, qui font vivre chacun plusieurs milliers d'employés et d'ouvriers sont en butte à l'heure actuelle aux plus grandes difficultés.

Ces difficultés proviennent de la diminution de leur chiffre d'affaires, de la diminution du volume de leurs ventes, de l'augmentation de leurs frais généraux par l'effet des lois sociales et de la concurrence, notamment par celle des « magasins à prix uniques ».

Si l'on se reporte à un article de M. Philippe Schwob paru au mois de juillet 1937 dans la revue « L'Activité Economique », on constate que le chiffre d'affaires des grands magasins a subi d'importantes variations depuis le début de la crise. A l'été de 1930, il était à son maximum, mais l'hiver suivant, il s'effondre de 10 % ; il remonte entre le printemps et l'automne de 1931, car les craintes inspirées à cette époque par les banques ont pour effet de précipiter les acheteurs vers la valeurs réelles que constituent les biens durables de consommation ; l'indice se relève de 98 à 116 entre avril et septembre, mais au début de 1932 il n'est plus que de 87. Après une période relative de stabilité, un nouveau déclin se poursuit jusqu'en mars 1935, où l'indice se trouve à 61. Au début de 1936, une nouvelle baisse se produit jusqu'au niveau de 56 en mars.

Les grèves du mois de juin font tomber l'indice à 50. Il se relève à 64 en septembre ; en octobre, à la suite de la dévaluation, il passe à 97,5, mais cette situation ne dure pas, car dès novembre les ventes sont ramenées à un niveau très peu supérieur à celui de septembre. Par suite des achats de fin d'année et de ceux de l'exposition de blanc, l'indice revient à 75, mais dès février 1937 la chute est constante et l'indice se retrouve en mars à 63.

En ce qui concerne le volume des ventes, il a été en rela-

tion avec les prix de détail des objets manufacturés qui, de l'indice 115 à l'été de 1929, n'étaient plus qu'à l'indice 89 en janvier 1932 et à 72 à l'automne 1934. Ces prix, qui s'étaient maintenus à ce niveau jusqu'en mai 1936 se sont, en raison des lois sociales et de l'augmentation des salaires, relevés à l'indice 106 en moins d'un an. Les répercussions de ces mouvements se sont fait sentir dans le volume des ventes des grands magasins. Celui-ci, constate M. Philippe Schwob, soutenu par la baisse des prix, est resté sans changement jusqu'à la fin de 1933, si l'on fait exception de la panique de 1931, qui paraît dans le volume aussi bien que dans les valeurs. En 1934 et au début de 1935 se manifeste une légère tendance à la baisse accompagnée de mouvements violents liés aux circonstances politiques : recul profond en février 1934, compensé par une hausse marquée en mars, chute en avril à la suite des décrets-lois Doumergue, effondrement en février-mars 1935 pour des raisons de politique extérieure. En avril 1935, l'indice se relève (93 contre 88,5 en mars) et reste constant jusqu'à la fin de l'année. En mars 1936, à la suite de l'affaire rhénane, un nouveau minimum est atteint (78), puis les mouvements deviennent plus violents : pointe de hausse en juillet, chute immédiate, boom de la dévaluation en octobre. Mais, ajoute M. Schwob, la hausse verticale des prix, en face d'une baisse du chiffre d'affaires, provoque, entre octobre 1936 et mars 1937, un effondrement du volume qui tombe à l'indice 67, alors que, depuis 1931, les minima avaient été de 85 en mars 1935 et de 79 en mars 1936 et que ces minima étaient l'effet de causes purement accidentelles.

Il résulte des considérations qui précèdent que pendant toute la première partie de la crise, le volume des ventes

des grands magasins n'a que fort peu diminué, mais qu'au bout de deux ou trois années de crise, les ventes des grands magasins s'en sont ressenties et que, d'octobre 1936 à mars 1937, le volume de ces ventes a subi un véritable effondrement.

Une autre source de difficultés pour les grands magasins provient de l'application des lois sociales, qui ont eu pour effet d'augmenter dans une très grande proportion les frais généraux, alors que le chiffre d'affaires et le volume des ventes baissaient de près de 40 % ; il faut ajouter à cela les difficultés qu'a provoquées l'application de la semaine de quarante heures.

Enfin, une concurrence acharnée s'exerce au détriment des grands magasins. Il n'y a pas en ce moment un seul grand magasin qui n'ait dans ses environs immédiats, soit un magasin à prix uniques, soit d'autres magasins de vente d'étoffes ou de lingerie, installés dans des conditions très sommaires, leur permettant de vendre à meilleur marché.

En résumé, baisse des ventes, augmentation des frais généraux, concurrence, toutes ces causes créent aux grands magasins une situation que les administrateurs de ces grands établissements considèrent avec une certaine appréhension.

8. — LA SEMAINE DE 40 HEURES

Les effets de la crise dans les industries du vêtement et de la mode ont été aggravés par l'application de la loi instituant la semaine de 40 heures ; cette loi avait primitivement pour but principal de diminuer le chômage ; elle ne paraît pas avoir atteint ce but dans les industries sus-visées, puisque le chômage n'a pas diminué d'une façon

sensible. Par ailleurs, le travail de la couture, et surtout celui de la haute couture, ne peut être exécuté à la chaîne. Il n'est pas possible, en effet, de mettre plus d'ouvrières sur une robe, car elles ne peuvent, sans se gêner mutuellement, travailler efficacement à plus de trois ensemble. Il n'est pas possible, non plus, de prévoir deux équipes, car le travail de la couture n'est pas anonyme ; on peut reprendre un outil, on ne peut pas reprendre une robe. En bref, il n'est pas possible, dans la couture, d'exécuter en 40 heures ce que l'on faisait en 48 heures, et par conséquent l'application de la semaine de 40 heures a, comme nous l'avons démontré ci-dessus, une grosse répercussion sur les prix de revient. On peut regretter que le Bureau International du Travail n'ait pas accepté la suggestion française d'établir internationalement la semaine de 40 heures ; mais il n'en résulte pas moins qu'étant les seuls à l'appliquer, nous sommes placés dans une situation défavorable vis-à-vis des autres pays.

Enfin, le mode d'application de la semaine de 40 heures, surtout dans les commerces de la nouveauté et de la mode, a donné lieu à des critiques qui paraissent fondées. Comme l'a déclaré le directeur d'un grand magasin, il n'y a pas en présence dans le commerce que le patron et l'employé, il y a aussi le client. Or, il faut que le commerce se plie aux exigences de la clientèle, et notamment il est indispensable, pour faciliter les achats, que les heures d'ouverture des maisons de commerce ne soient pas réduites d'une façon exagérée, comme c'est le cas actuellement ; un meilleur aménagement de la semaine de 40 heures pourrait permettre d'atteindre ce résultat.

II. — LES EFFETS DE LA CRISE SUR LES OUVRIERS

La situation des ouvriers et surtout des ouvrières de l'habillement, car la profession se compose en majorité de femmes, a bien changé depuis une quarantaine d'années. Autrefois, les ouvrières faisaient pour un salaire minime de longues journées de travail qui se prolongeaient parfois tard dans la nuit ; elles n'avaient aucune garantie contre le chômage et la maladie. Les ouvrières avaient obtenu, dès avant la guerre, la suppression des veillées, la limitation de la journée de travail et le repos hebdomadaire. Après la guerre, leur situation continua à s'améliorer. Cela fut dû à la prospérité exceptionnelle dont a joui la couture à un moment où les étrangers, favorisés par le change, venaient nombreux en France ; ce fut dû également à la rareté du nombre des ouvrières qualifiées, car la main-d'œuvre avait été désorganisée par la guerre.

La durée du travail dans les industries du vêtement était fixée à 8 heures depuis la loi du 23 avril 1919 avec des dérogations prévues par le décret du 12 décembre 1919, afin de faire face à des surcroûts extraordinaires de travail. Le crédit annuel était de 120 heures supplémentaires réparties par moitié sur 15 samedis au plus et sur 60 journées autres, avec maximum de 8 heures de travail le samedi et de 10 heures les autres jours de la semaine.

Mais, à partir de 1930, les ouvrières n'ont pas toujours travaillé 48 heures par semaine, les maisons de couture n'ayant plus autant de commandes. Pour éviter des licenciements, ces maisons avaient réduit la durée du travail à 40 heures et parfois 32 heures.

En face de cette situation, et afin de remédier au chô-

mage qui en résultait, le gouvernement envisagea l'adoption de la semaine de 40 heures. Une loi dans ce sens fut votée par le Parlement après les grèves du mois de juin 1936, et sa mise en application à l'industrie du vêtement date du 1^{er} avril 1937 ; les heures de travail ont été réparties sur cinq jours de la semaine avec repos entier le samedi et le dimanche.

Mais les industries du vêtement et de la mode sont des industries essentiellement saisonnières où le travail n'est pas régulier. Aussi des heures supplémentaires sont nécessaires à certaines époques de l'année.

C'est ainsi que le contrat collectif de la mode de juin 1936 prévoit l'application des heures supplémentaires permises par la loi, celles-ci devant être payées 50 % de plus que les heures normales de travail.

Des heures supplémentaires ont été également prévues par la convention collective de la couture du 10 juin 1936 qui a été rendue obligatoire pour toutes les maisons de couture de Seine et Seine-et-Oise par décret du 3 juillet 1937 (1). Le nombre des heures supplémentaires n'est pas limité, mais la convention collective contient les dispositions suivantes :

« Les syndicats ouvriers et le syndicat patronal sont d'accord pour réduire au minimum les heures supplémentaires, dont le maintien dans une certaine mesure est commandé par les besoins impérieux de l'industrie de la couture ;

« Aucune heure de dérogation prévisible la veille, ne saurait être exigée sans qu'au préalable la délégation en ait connaissance, ceci afin d'éviter l'heure de dérogation.

(1) Voir cette convention collective aux annexes.

« On appelle « heure supplémentaire » ou « heure de dérogation » toute heure faite en sus des heures régulières établies pour la journée de travail.

« Ces heures en supplément seront majorées de 50 % ».

Cette convention s'applique aux maisons de couture, c'est-à-dire que par « couture », il faut entendre « tout travail nécessitant un ou plusieurs essayages sur la cliente ou son mannequin, à l'exclusion de tout travail en série ».

À côté de ces heures supplémentaires, des heures de récupération ont été prévues par un additif du 31 juillet 1937 au règlement intersyndical du 10 juin 1936. Ces heures de récupération sont des heures perdues pour baisse normale du travail à certaines époques de l'année. Elles sont différentes des heures supplémentaires, car les heures supplémentaires sont majorées de 50 %, tandis que les heures de récupération sont payées au tarif normal. Le nombre des heures de récupération a été fixée à 50 heures annuelles et le crédit individuel d'heures de récupération devra être utilisé conjointement avec le crédit d'heures supplémentaires et dans la même proportion, c'est-à-dire une heure de récupération de chômage à tarif simple pour une heure supplémentaire à 50 % de majoration.

1. — LE CHOMAGE

Mais ce chômage par baisse de travail à certaines époques de l'année appelé chômage saisonnier n'est pas le seul qui puisse atteindre l'ouvrière. La principale forme du chômage est le chômage par manque d'emploi. La prospérité exceptionnelle dont a joui la couture et toutes les industries de l'habillement après la guerre, avait éliminé le chômage par manque d'emploi. Mais celui-ci devait

réapparaître avec la crise économique qui commença fin 1929.

En 1929, il n'y avait pas de chômage dans les industries du vêtement. A partir de 1931, on est renseigné sur la situation du marché du travail par les statistiques des chômeurs secourus dans le département de la Seine.

Statistique des chômeurs dans les industries du vêtement

Au mois d'octobre 1931, il y avait	1.266	chômeurs ;
En octobre 1932,	—	9.021 chômeurs ;
En octobre 1933,	—	5.942 chômeurs ;
En octobre 1934,	—	8.327 chômeurs ;
En octobre 1935,	—	8.143 chômeurs ;
En octobre 1936,	—	10.496 chômeurs ;
En octobre 1937,	—	9.570 chômeurs.

Il faut remarquer que le mois d'octobre n'est pas un mois de morte-saison, mais une période où le travail afflue, car c'est le moment des commandes de vêtements pour l'hiver. Le nombre des chômeurs est beaucoup plus élevé à certaines périodes de l'année. Ainsi il est monté à 12.068 chômeurs en janvier 1933 et à 12.393 en janvier 1935, le mois de janvier correspondant à une période de morte-saison.

2. — MOUVEMENT DES DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

A côté de la statistique du chômage figure chaque semaine dans le Bulletin du Marché du Travail le mouvement des demandes et offres d'emploi non satisfaites signalées par l'Office départemental de Placement de la Seine, ainsi que le nombre des placements effectués pendant la semaine. Il est évident que tous les placements ne se font pas par l'Office départemental, mais ces chiffres donnent néanmoins une indication du marché du travail.

En 1930, d'après les états de l'Office public de placement, les demandes d'emploi sont supérieures aux offres d'emploi jusqu'au mois de mars. A partir du 28 mars 1930, c'est le contraire qui se produit, il y a 494 offres d'emploi non satisfaites et 274 demandes d'emploi. L'Office départemental déclare que « dans les industries du vêtement, les offres d'emploi augmentent, notamment pour les premières mains des ateliers de couture et des maisons spécialisées dans le flou pour l'exportation. Sont également demandées des ouvrières qualifiées pour les ateliers de mode et les maisons de mode en gros ainsi que des ouvrières ajouzeuses et surjetteuses ».

Cette situation, où le nombre des offres d'emploi est supérieur à celui des demandes dure jusqu'au mois de novembre 1930, car le 31 octobre, l'Office départemental déclare que « la main-d'œuvre qualifiée manque dans presque toutes les spécialités du vêtement, sauf en ce qui concerne le personnel de la vente et de la manutention, ainsi que celui des maisons de fleurs et plumes ». Mais cette situation ne devait plus se revoir. A partir du 14 novembre 1930, les demandes d'emploi dépassent les offres, et le 27 décembre on compte 811 demandes pour 37 offres.

En 1931, le nombre des offres d'emploi non satisfaites augmente peu à peu : de 26 au 3 janvier, il passe à 271 le 29 mai 1931, mais les demandes d'emplois sont maintenant beaucoup plus nombreuses ; on compte 1.119 demandes pour 236 offres le 5 juin 1931. Les offres d'emploi diminuent ensuite pendant la période des vacances jusqu'à 48 offres le 7 août 1931. Elles augmentent jusqu'à 152 offres le 2 octobre, pour la saison d'hiver. Elles diminuent ensuite jusqu'à 6 offres le 18 décembre.

En 1932, le chiffre des offres d'emploi reste très bas en

janvier, tandis que les demandes d'emploi ont beaucoup augmenté ; on compte 9.016 demandes pour 11 offres à la fin du mois de janvier. Les offres d'emploi augmentent ensuite jusqu'au mois de mars où, le 25 mars, on compte 149 offres d'emploi, mais ce chiffre est inférieur à celui de l'année précédente où il était de 230. Les offres d'emplois diminuent ensuite et restent stationnaires entre 46 offres et 65 pour arriver à 24 offres pendant la période des vacances. Elles montent à 135 offres le 28 octobre, mais on constate une grande différence avec l'année précédente où, de septembre au milieu d'octobre, les offres d'emploi non satisfaites avaient été supérieures à 100, tandis qu'en 1932 les offres ne furent supérieures à 100 que durant les trois dernières semaines d'octobre. Les offres d'emploi deviennent très peu nombreuses à la fin de l'année, et au mois de décembre, on compte 14 offres pour 10.453 demandes d'emplois non satisfaites.

En 1933, les offres d'emploi sont peu importantes en janvier, elles augmentent jusqu'à 245 offres le 14 avril 1933. Il y a au mois de juin un peu plus d'activité. Mais l'activité diminue ensuite pendant la période des vacances, car le 25 août on ne compte aucune offre non satisfaite, en outre la reprise qui a lieu en septembre et octobre est moins importante que celle de l'année précédente, car le total des offres non satisfaites ne s'élève qu'à 87 en octobre contre 135 l'année précédente.

En 1934, le nombre des offres d'emploi non satisfaites diminue encore par rapport à l'année précédente, il y a une petite reprise d'activité en mai, avec 145 offres non satisfaites, mais elle ne dure pas longtemps et les offres d'emploi diminuent avec les vacances. En septembre et octobre, la reprise est très faible puisque le total des

offres non satisfaites ne s'élève qu'à 41 contre 87 l'année précédente. A partir du 15 novembre, le chiffre est très peu élevé et varie entre 15 et 6 offres non satisfaites, tandis qu'à la même époque le nombre des demandes d'emploi non satisfaites s'élevait à 10.667.

En 1935, l'activité semble augmenter à partir du mois d'avril. En effet, pendant avril et mai, le chiffre des offres d'emploi non satisfaites dépasse 100, et atteint le nombre de 238, tandis qu'à la période correspondante de l'année précédente, on ne compte que 44 demandes non satisfaites. La reprise d'activité en septembre est également plus importante que l'année précédente, car les offres d'emploi non satisfaites dépassent 118 pendant les trois dernières semaines de septembre, tandis qu'en septembre 1934, les offres d'emploi non satisfaites ne s'élevaient qu'à 41. L'activité diminue ensuite jusqu'à la fin de décembre, cependant elle semble supérieure à celle de l'année précédente car, en 1935, les offres non satisfaites s'élèvent à 17 tandis qu'elles s'élevaient à 6 en 1934. A ce moment, on compte 10.252 demandes d'emploi, soit une diminution de 415 sur la période correspondante de l'année précédente.

En janvier 1936, le nombre des offres d'emploi non satisfaites est supérieur à celui de l'année précédente. Au début de juin 1936, on compte 265 offres d'emploi non satisfaites pour 8.509 demandes non satisfaites, mais les grèves qui eurent lieu à ce moment firent descendre les offres d'emploi non satisfaites à 21, tandis que les demandes d'emploi non satisfaites augmentaient jusqu'à 9.469. Le 4 septembre, on comptait 21 offres, tandis que l'année précédente on avait compté 92 offres non satisfaites pour la même période. En décembre 1936, on compte 24 offres

non satisfaites pour 11.183 demandes d'emploi, alors qu'en 1935, les demandes non satisfaites n'étaient que de 9.655.

En octobre 1937, on comptait 48 offres non satisfaites et 9.990 demandes non satisfaites, mais les placements ont été supérieurs à ceux de l'année 1936 pendant la même période.

Quant aux placements effectués par l'Office départemental de Placement de la Seine, leur nombre n'a pas cessé de diminuer depuis 1931.

En effet, au 3 janvier 1931, il y avait eu, pendant la semaine précédente, 236 placements.

Au 1^{er} janvier 1932, le nombre des placements effectués pendant la semaine précédente ne fut plus que de 119 ; au 6 janvier 1933, 57 placements ; au 6 janvier 1934, 79 placements ; au 5 janvier 1935, 32 placements. Enfin, au 4 janvier 1936, le nombre des placements effectués pendant la semaine précédente fut de 79.

Au moyen des indications données ci-dessus, on peut suivre l'évolution de la crise dans les industries du vêtement. On constate que l'activité a diminué à partir de la fin de 1930 ; en octobre 1931, l'activité est encore assez importante, mais elle devient très faible en 1932, 1933 et 1934 ; les périodes d'activité au printemps et en automne sont courtes et la reprise est souvent en retard sur la période correspondante des années précédentes. A partir de 1935, l'activité reprend un peu dans les industries du vêtement. Mais après les grèves de 1936, les résultats sont inférieurs à ceux de l'année précédente, car en 1935, pour la troisième semaine de décembre, on comptait 9.454 chômeurs dont 7.430 femmes et 162 placements, tandis qu'en 1936, il y eut, pour la même semaine, 10.981 chômeurs, dont 8.925 femmes, et 119 placements.

En 1937, pour la première semaine d'octobre, les placements sont supérieurs à ceux de l'année précédente pendant la même période, mais ils sont inférieurs aux résultats obtenus en 1935 où on comptait 8.542 chômeurs contre 9.734 en 1937 et 321 placements en 1935 contre 299 en 1937.

Mais malgré le nombre élevé des ouvrières sans emploi, on trouve souvent cette remarque dans les observations de l'Office départemental de Placement, à savoir que les ouvrières qualifiées font défaut. Ainsi, en mars 1932, bien qu'il y eût 11.268 demandes d'emploi, l'Office départemental déclarait que dans la confection pour dames, les mécaniciennes faisaient défaut. A d'autres moments, ce sont les apprenties et les modistes et les ouvrières de la fourrure qui font défaut. Il semble résulter de ces constatations que les ouvrières chômeuses sont surtout de la main-d'œuvre ordinaire, du tout venant, que l'on embauche seulement dans les périodes de grande activité. Mais ce que recherche les industries du vêtement, ce sont des ouvrières qualifiées qui ont acquis leur habileté par un long apprentissage. Il semble donc que la meilleure garantie pour le chômage soit une grande habileté professionnelle. C'est pour cette raison que les Chambres Syndicales Patronales et les Syndicats Ouvriers se sont efforcés d'organiser l'apprentissage afin de former une main-d'œuvre qualifiée.

3. — L'APPRENTISSAGE

L'organisation de l'apprentissage a été réglementée par la loi Astier du 5 juillet 1919. Les cours des Ecoles professionnelles ont été réorganisés afin de ne pas enseigner seulement la théorie mais aussi la pratique du métier.

En outre, les dernières conventions collectives qui ont été signées dans les industries du vêtement comprennent toutes un paragraphe relatif à l'apprentissage.

D'après le contrat collectif de 1936 de la couture, l'apprentissage dure 2 ans. Les apprenties, dès le 13^e mois de leur apprentissage, devront être mises au courant du travail des futures petites mains qu'elles deviendront. Pour les apprenties, il sera prélevé cinq heures au moins par semaine de travail pour leur permettre de suivre des cours d'enseignement professionnel.

Autrefois, dans la confection, l'apprentissage n'était pas aussi long que dans la couture, car le travail n'était pas aussi difficile ; une couturière, une femme sachant piquer à la machine pouvaient devenir rapidement de bonnes confectionneuses. Cependant, la transformation radicale qui s'est produite dans la confection, la diversité, la variété des modèles, nécessite aujourd'hui une main-d'œuvre de qualité.

Aussi, la Convention collective de la Confection du 22 juin 1936 prévoit un contrat d'apprentissage pour tout jeune homme ou toute jeune fille de moins de 18 ans. L'apprentissage durera 3 ans. L'employeur s'engage à enseigner méthodiquement et complètement la profession à son apprenti, qui devra avoir un après-midi de libre en dehors du samedi pour suivre les cours professionnels.

4. — EFFETS DE LA CRISE SUR LES SALAIRES

Le salaire des ouvrières de la couture a subi d'importantes augmentations pendant les dix premières années qui ont suivi la fin de la guerre, en premier lieu pour le mettre en harmonie avec l'augmentation du coût de la

vie, et ensuite du fait que les industries du vêtement, jouissant pendant cette période d'une très grande prospérité, les patrons avaient intérêt à s'attacher une main-d'œuvre qualifiée.

A la suite de conventions passées en 1923 entre la Chambre Syndicale de la couture et les syndicats féminins de l'Habillement et du Vêtement, le salaire devait suivre les fluctuations du coût de la vie et il devait augmenter ou baisser toutes les fois que l'indice du coût de la vie augmentait ou baissait de 15 points. Grâce à cette mesure, il n'y eut plus de grève dans la couture jusqu'en 1936.

Nous ne pouvons pas indiquer la variation des salaires année par année depuis 1923. Il nous suffira d'indiquer ces salaires pour quelques années seulement :

En 1929, les salaires étaient les suivants :

Premières mains	208 fr. par semaine
Deuxièmes mains	156 fr. —
Petites mains	110 fr. —
Apprenties	50 fr. à 70 fr.

En 1931, bien que la crise économique fût déjà commencée, ils avaient été relevés comme suit :

Premières mains	218 fr. 40 par semaine
Deuxièmes mains	163 fr. 20 —
Petites mains	115 fr. 20 —
Apprenties	52 fr. 80 à 82 fr. 80

Mais, en 1933, sous l'influence de la crise économique, ils descendirent dans une assez grande proportion, puisqu'ils s'établissaient comme suit :

Premières mains	194 fr. 40 par semaine
Deuxièmes mains	139 fr. 20 —
Petites mains	93 fr. 40 —
Apprenties	46 fr. 25 et 56 fr. 40

Après les grèves de juin 1936, la convention collective des 10 et 16 juin et 4 novembre 1936 fixa les salaires comme suit :

Premières mains	208 fr. par semaine
Secondes mains qualifiées	156 fr. —
Secondes mains débutantes	148 fr. 80 —
Petites mains	105 fr. 60 —
Apprenties	48 fr. et 64 fr. 80

Mais l'indice du coût de la vie ayant augmenté depuis le mois de juin 1936, de 22 %, la convention fut révisée et les salaires furent fixés comme suit à partir du 1^{er} août 1937 :

Premières mains	247 fr. 10 par semaine
Prem. mains débutantes.	205 fr. 30 —
Deuxièmes mains qualif.	185 fr. 30 —
Deuxièmes mains début.	125 fr. 55 —
Petites mains	125 fr. 55 —
Apprenties	77 fr. et 57 fr.

L'examen des tableaux ci-dessus permet de se rendre compte que les salaires arrêtés le 1^{er} août 1937 sont supérieurs à ceux de 1931 de 12 à 15 %, bien que les indices de cherté de vie soient sensiblement les mêmes pour les deux années.

Dans la confection, les ouvrières avaient été également augmentées depuis 1920. Mais dans cette branche d'industrie, il existe une extrême diversité dans le taux des

salaires qui variaient non seulement d'après l'habileté de l'ouvrière, mais également suivant le genre d'établissement, la clientèle, l'outillage et les conditions particulières de chaque maison.

Quoiqu'il en soit, les salaires avaient baissé pendant la crise d'au moins 10 %, mais comme pour la couture, la convention collective les a relevés, et ils sont actuellement fixés ainsi qu'il suit :

Personnel de production dans le flou

Premières mains	210 fr. par semaine
Deuxièmes mains	165 fr. —
Petites mains	120 fr. —
Apprenties	65 fr. —
Mécaniciennes	180 fr. à 200 fr.

Personnel de production dans le manteau et le costume

Mécaniciennes	250 fr. par semaine
Finisseuses	200 fr. —
Presseuses	200 fr. à 275 fr.

Dans l'industrie de la mode, les salaires étaient, en 1930, les suivants :

Bonnes apprêteuses	936 fr. par mois
Moyennes apprêteuses	748 fr. 40 —
Petites apprêteuses	434 fr. —
Apprenties	217 fr. à 260 fr.

Ces salaires diminuèrent pendant la crise et ils furent relevés par la convention collective du 28 juin 1936, qui les a fixés ainsi qu'il suit :

Premières apprêteuses	910 fr. par mois
Moyennes apprêteuses	694 fr. —
Petites apprêteuses	434 fr. —
Apprenties	217 fr. à 260 fr.

Il convient de noter que les salaires ci-dessus sont des minima, et qu'ils ne sauraient autoriser la diminution des salaires actuellement payés qui seraient supérieurs à ces minima.

Pour nous résumer, nous dirons que les effets de la crise se sont surtout fait sentir, en ce qui concerne les ouvrières des industries de la couture et de la mode, par un accroissement du chômage, et que ce problème est loin d'être résolu puisque, malgré l'application de la semaine de 40 heures, le nombre des chômeurs est presque aussi élevé en 1937 que celui des années précédentes.

Quant aux salaires, ils ont subi une diminution pendant la période de 1932 à 1935 ; mais cette diminution était assez minime puisqu'elle n'a pas dépassé 10 % et qu'elle a été, par contre, compensée par une sérieuse diminution du coût de la vie.

III. — LES EFFETS DE LA CRISE DANS LES INDUSTRIES ANNEXES

La diminution de l'activité des industries du vêtement et de la mode a entraîné corrélativement une grande diminution d'activité dans les industries qui fournissent à la couture et à la mode les matériaux dont elle a besoin. Ce sont, d'une part, les fabricants de tissus et, d'autre part,

les fabricants d'accessoires divers (boucles de ceinture, boutons, agrafes, broderies, joaillerie, fleurs artificielles, plumes, rubans, sacs, etc...).

En ce qui concerne les tissus, on estime que la production des tissus de soie et de rayonne a diminué de 40 à 50 %, et qu'en ce qui concerne les tissus de laine, cette production est tombée, en décembre 1935, à 51 % de ce qu'elle était avant la crise. Nous n'avons pas les éléments nécessaires pour évaluer la baisse du chiffre d'affaires entraînée par cet état de choses ; mais si nous considérons qu'en 1925, nous avons exporté pour une valeur de 2.898.400.000 fr. de vêtements et de lingerie, nous pouvons estimer que les tissus entrant dans ces vêtements représentaient à peu près le tiers de cette valeur, soit près d'un milliard de francs ; or, en 1936, la valeur de nos exportations de vêtements n'est plus que de 126.052.000 francs, ce qui représente pour la valeur des tissus une quarantaine de millions. On voit, par ce seul exemple, combien sont fondées les doléances de nos fabricants de soieries de Lyon et de nos fabricants de lainage du Nord au sujet des conséquences désastreuses causées à leurs industries par une crise dont on ne prévoit pas la fin.

L'activité des autres industries annexes dépend également de la prospérité des industries du vêtement et de la mode. Mais ces industries sont par ailleurs soumises aux caprices de la mode. C'est ainsi, par exemple, que la rubannerie de Saint-Etienne a, en ce moment, une forte proportion de chômeurs du fait que les rubans n'ont pas pour le moment la faveur de la mode.

Il en est de même pour l'industrie des plumes de parure qui n'occupe plus, en 1936, que 1.500 ouvrières, alors qu'en temps normal, l'effectif était d'au moins 20.000 ouvrières.

Mais à part ces deux industries, les autres industries annexes (broderies, boucles de ceinture, boutons, agrafes, fleurs artificielles, sacs) ne connaissent pas en ce moment la défaveur de la mode ; toutefois elles n'en sont pas moins solidaires de la crise qui sévit sur les industries du vêtement et de la mode ; il est bien évident, en effet, que la vente des garnitures est proportionnelle aux ventes de robes et de manteaux faites par les maisons de couture.

Il n'entre pas dans notre sujet de traiter à fond les effets de la crise sur les industries annexes ; nous devons donc nous borner aux quelques considérations qui précèdent, et envisager maintenant les remèdes qui pourraient atténuer la crise des industries du vêtement et de la mode.

CHAPITRE IV

La recherche des remèdes

Après avoir, pour ce qui concerne les industries du vêtement et de la mode, étudié les causes de la crise et ses répercussions sur la situation des établissements et sur celle des ouvriers, nous devons maintenant examiner les remèdes susceptibles d'atténuer cette crise.

Pour bien situer la question, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire la lettre adressée en mai dernier au Ministre du Commerce par le Comité d'Entente des Industries de l'Habillement.

Voici le texte de cette lettre :

« Au nom du Comité d'Entente des Industries de l'Habillement de l'Union Syndicale des Tissus, qui groupe les chambres syndicales dont vous trouverez ci-joint la liste, nous avons l'honneur d'attirer instamment votre attention sur la situation alarmante de nos industries par rapport à la concurrence étrangère.

« Les élévations brusquées de salaires intervenues après les événements de juin 1936 et aggravées récemment encore par les rajustements consécutifs à la hausse du coût de la vie, l'application des lois sociales nouvelles telles que celle des congés payés, et surtout la mise en vigueur de la semaine de 40 heures au 1^{er} janvier 1937 chez nos four-

nisseurs de l'industrie textile et au 1^{er} avril dans les industries de l'habillement, ont eu pour effet une augmentation massive de nos prix de revient. Cette hausse, variable selon le pourcentage de salaires incorporés dans le prix de fabrication, atteint parfois, compte tenu de la dévaluation qui joue à plein sur les matières premières, laine et coton, et pour ne signaler que l'exemple de l'industrie de la confection pour hommes, 70 % sur les prix de gros pratiqués avant le mois de juin 1936.

« Or, on ne constate pas une hausse parallèle des prix chez nos concurrents étrangers, qui n'ont pas à subir les mêmes augmentations de salaires ni l'application de lois sociales aussi onéreuses.

« Les conséquences de cet état de choses sont des plus funestes à nos industries, qui sont désormais placées dans une situation extrêmement défavorable par rapport à nos concurrents étrangers dont la production menace d'envahir sinon de submerger le marché national. Au point de vue social, il en résultera un double chômage : tout d'abord chômage dans les tissages produisant les tissus nécessaires à nos fabrications, ensuite chômage dans les ateliers de confection.

« Les avertissements répétés que nous avons été appelés à donner, l'an dernier, aux pouvoirs publics, sur les répercussions que ne manquerait pas d'avoir l'application unilatérale de la semaine de 40 heures pour notre pays, se trouvent, hélas! entièrement vérifiés.

« D'autre part, nous tenons à souligner que la diminution du prix de revient qui aurait pu découler, selon la méthode préconisée par le Gouvernement, de la répartition des charges sur un plus grand nombre de produits, a été rendue impossible par la réduction généralisée de la

semaine de travail, qui semble devoir présider, avant toute autre conséquence, à une sous-consommation due à la hausse des prix provoquée par la loi de 40 heures elle-même.

« Plus préoccupés de solutions pratiques que de discussions théoriques, nous voulons envisager les mesures de défense que le Gouvernement devrait prendre, sans tarder, du point de vue des intérêts bien compris de nos entreprises et du personnel dont elles assurent l'existence.

« En premier lieu, il apparaît indispensable de maintenir le régime des contingentements actuellement en vigueur, en renforçant, par ailleurs, les mesures de contrôle propres à éviter tout dépassement des contingents fixés. Il est utile de signaler ici que la hausse du prix de revient français est un extraordinaire argument de publicité pour nos concurrents étrangers, duquel découle automatiquement un engouement pour les produits qu'ils offrent avec une insistance toute particulière et souvent avec des avantages de toutes natures que leur permettent leur marge bénéficiaire ou, dans certains cas, le dumping dont ils profitent.

« En second lieu, tenant compte de ce que la protection supplémentaire qui aurait dû, logiquement et automatiquement, résulter de la dévaluation, se trouve neutralisée par la montée des prix intérieurs, la nécessité s'impose de prendre, dans le plus bref délai, les mesures douanières tendant à compenser les charges sociales nouvelles grevant la production de nos produits et à écarter, de la sorte, la menace que la concurrence étrangère fait peser sur la vie même de nos industries. Dans le même ordre d'idées, il est nécessaire de rajuster les droits de douane applicables aux importations de confection au niveau de ceux qui

frappent les tissus de laine et coton qui servent à les fabriquer. En conclusion, nous souhaitons vivement que votre département procède, le plus tôt possible, à une étude d'ensemble ayant pour but d'harmoniser les tarifs concernant les industries de l'habillement avec les nouveaux prix de revient de nos fabrications.

« En effet, conformément aux vues qui ont été si judicieusement développées par M. le Ministre de l'Economie Nationale dans son rapport au Président de la République, qui précède le décret du 2 octobre 1936 instituant une commission de révision douanière, nous pensons qu'il serait hautement désirable que l'adaptation des droits de douane aux nouvelles nécessités industrielles s'inspire, non de contingences particulières à chaque industrie considérée isolément, mais de vues d'ensemble embrassant tout un groupe d'industries similaires.

« Nous avons la conviction de maintenir à cet exposé son caractère objectif et de ne pas exagérer l'inquiétude que ressentent nos commettants en disant que, s'il n'était pas porté remède à la situation que nous avons dépeinte en toute impartialité, un grand nombre de nos entreprises seraient irrémédiablement appelées à disparaître.

« Nous faisons donc appel à votre sollicitude à l'égard de la production nationale pour sauvegarder les légitimes intérêts d'une branche importante de l'industrie française. »

En bref, le Comité d'Entente des Industries de l'Habillement ne voit de remède à la crise que dans la protection intensifiée de notre marché intérieur.

Nous estimons, quant à nous, que ce remède n'est pas suffisant et qu'il faut également rendre de la vigueur à notre commerce d'exportation, en reconquérant les débou-

chés extérieurs que nous avons perdus. Si nous examinons les tableaux de la Statistique des Douanes, nous constatons que nos meilleurs clients pour les vêtements étaient, avant la crise, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la République Argentine, le Brésil, l'Egypte, la Suisse, la Belgique, les Pays-Bas, etc... Il est nécessaire que dans tous ces pays les modes de Paris, selon le terme en usage, reprennent la place qu'elles occupaient.

Mais pour arriver à ce résultat, plusieurs conditions doivent être réalisées :

1° Il faut, par l'action diplomatique, obtenir des pays étrangers qu'ils abaissent les tarifs de douane qui frappent nos vêtements ;

2° Il faut que nos prix de revient diminuent ;

3° Il faut, comme l'a demandé la Chambre Syndicale de la Couture en gros, faire une propagande rationnelle afin de faire connaître et apprécier les produits français.

En ce qui concerne l'action diplomatique, notre Gouvernement s'efforce de passer des accords avec les différents pays pour améliorer notre commerce extérieur, mais jusqu'à ce jour ces accords n'ont pas eu pour résultat d'apporter une grande amélioration dans nos exportations à l'étranger en ce qui concerne les industries de la mode et de la couture. En particulier, il est tout à fait anormal que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne frappent de droits prohibitifs les vêtements que nous exportons chez eux, alors que, de notre côté, nous leur achetons de grosses quantités de matières premières (laine et coton) pour la fabrication de ces vêtements. Il en résulte que notre commerce avec ces pays est à sens unique ; nous leur achetons beaucoup et nous leur vendons très peu ; d'où un déficit dans notre balance commerciale qui ne manque pas d'être

préoccupant. L'action diplomatique devrait donc s'ingénier à porter remède à un tel état de choses.

Mais la diminution des droits de douane ne suffirait pas à elle seule à augmenter nos exportations de vêtements à l'étranger et il est de toute nécessité qu'elle ait comme complément l'abaissement de nos prix de revient.

Comment arriver à cet abaissement des prix de revient ? C'est là une question difficile à résoudre.

On peut envisager une baisse des salaires, avec comme corollaire une diminution du coût de la vie ; cette politique de déflation, qui a déjà été expérimentée, ne semble pas avoir eu l'acquiescement des masses ouvrières, ni celui des masses paysannes. On est donc revenu à la politique des hauts salaires et à la vie chère qui en est la conséquence. Mais cet état de choses nous place, en ce qui concerne notre commerce extérieur, dans une situation très inférieure à celle des autres pays, et le problème de la reprise de ce commerce s'avérera bientôt insoluble, si des mesures énergiques ne sont pas prises pour le résoudre.

A notre avis, ces mesures ne peuvent être que le retour à une politique de déflation comportant, concurremment avec l'aménagement de la loi de 40 heures, la baisse des salaires et une baisse concomittante des produits agricoles et des produits manufacturés.

Nous ne nous dissimulons pas que cette solution, qui s'imposera dans un avenir plus ou moins éloigné, n'a pas pour le moment la faveur de l'opinion française ; mais lorsque cette opinion sera mieux éclairée, elle changera certainement d'avis.

La course aux hauts salaires, avec son corollaire inéluctable qu'est l'augmentation constante du coût de la vie, devra marquer bientôt un temps d'arrêt, sous peine d'engendrer dans notre pays une catastrophe monétaire comme

celle dont nous avons vu les effets dans un pays voisin, il y a quelque quinze ans.

En attendant que l'opinion publique comprenne la nécessité de recourir à cette politique de déflation, des mesures urgentes s'imposent pour ranimer nos exportations.

La première de ces mesures est de diminuer dans une proportion massive les impôts que paient les industries exportatrices.

Enfin, il faut attribuer à ces industries des primes à l'exportation.

On peut faire remarquer que les primes à l'exportation, directes ou indirectes, doivent être fournies par une majoration des prix de vente intérieurs ou par des taxes qui, elles aussi, réagissent sur le coût de la vie.

Mais cet inconvénient nous paraît moindre que celui ayant pour résultat de ne rien vendre à l'étranger, alors que nous sommes obligés de lui acheter de grosses quantités de matières premières. Si nous payons un peu plus cher chez nous, du moins aurions-nous l'avantage, par la vente de produits à l'étranger, d'améliorer notre balance commerciale.

Enfin, il est nécessaire qu'une propagande rationnelle et bien organisée soit faite dans les pays étrangers, afin de rendre toute sa force à cette idée que l'art de l'habillement est un art français, et que cette propagande soit accompagnée d'expositions fréquentes de nos robes et chapeaux dans les principales villes étrangères, de manière à faire apprécier l'élégance et la qualité des produits français. Cette propagande pourrait être confiée aux Chambres Syndicales de la Couture et de la Mode, qui devraient être subventionnées très largement à cet effet par le Gouvernement.

Conclusions

Les industries parisiennes de la couture et de la mode occupent depuis plusieurs siècles la première place dans le monde en raison de l'élégance, de la qualité et, pour tout dire, du chic de leur production. Elles n'ont pas déchu. Mais si ces industries ont connu, pendant les dix premières années qui ont suivi la guerre mondiale, une période de très grande prospérité, elles ont subi les premières le contre-coup de la crise qui a commencé à New-York fin 1929 et qui a déferlé ensuite sur le monde entier. Les riches Américaines et les riches Anglaises, qui se faisaient habiller à Paris, ont peu à peu cessé leurs commandes à nos maisons de couture et de mode ; bien plus, en 1931 et en 1932, les gouvernements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ont barré la route à nos produits par l'établissement de droits de douane prohibitifs. En outre, en raison de l'appauvrissement, par suite de la crise, d'un très grand nombre de Français, notre marché intérieur s'est amenuisé dans une très grande proportion qui a été estimée à 50 %. Enfin, nos industries de la couture, de la mode, de la confection, de la lingerie, sont concurrencées sur notre marché intérieur et dans nos colonies par les produits étrangers, vendus à meilleur marché.

Au chapitre IV de cette étude, nous avons indiqué les remèdes préconisés par les Chambres Syndicales et par nous-même pour sortir de la crise actuelle. Nous espérons que les pouvoirs publics prêteront la plus grande attention à ces suggestions, car les industries du vêtement et de la

mode comptent dans la région parisienne plusieurs milliers d'entreprises (grandes ou petites) occupant au moins 300.000 ouvriers et ouvrières, sans compter ceux des industries annexes, au nombre de 150.000.

Vu :

Le Président,

WILLIAM OUALID.

Vu :

Le Doyen,

ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris.

ROUSSY.

ANNEXES

1. Convention collective de travail réglant les rapports entre employeurs de la couture et leurs ouvrières dans les départements de Seine et de Seine-et-Oise. 10-16 juin et 4 novembre 1936. Avenant du 18 novembre 1936. Additif du 31 juillet 1937.
 2. Cours moyen des changes à Paris pendant les mois de juin des années 1920, 1923, 1926, 1929, 1935 et 1936 et fin août 1937.
 3. Indices moyens du coût de la vie dans les différents pays de 1929 à 1937. (Statistiques du Bureau International du Travail).
 4. Salaires horaires féminins dans l'industrie de la couture dans différents pays. (Statistiques du Bureau International du Travail).
-

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL **réglant les rapports entre employeurs de la couture** **et leurs ouvrières dans les départements de Seine** **et de Seine-et-Oise**

Le Ministre du Travail,

Sur le rapport du conseiller d'Etat directeur général du Travail,

Vu les articles 31 et suivants et notamment les articles 31 *vd, ve, vf* du livre 1^{er} du code du travail, modifié par la loi du 24 juin 1936;

Vu la convention collective de travail, en date des 10, 16 juin et 4 novembre 1936 (avenant du 18 novembre 1936), intervenue entre le Syndicat des Couturières et Tailleurs pour dames de la région parisienne, le Syndicat des Ouvrières du Vêtement et le Syndicat des Ouvrières de l'Habillement, d'une part, et la Chambre Syndicale de la Couture parisienne, d'autre part, convention déposée aux Conseils de Prud'hommes de Paris et de Versailles ;

Vu la demande d'extension de cette convention, présentée le 27 juillet 1936, par les organisations signataires de la convention;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 6 janvier 1937;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête;

Vu l'avis émis par la section professionnelle compétente du Conseil National Economique au cours de sa séance du 16 mars 1937 et dont il ressort, notamment, que, dans l'esprit des parties contractantes « la convention en cause concerne seulement la « couture » proprement dite dans la région parisienne (Seine et Seine-et-Oise) et que

par « couture » il faut entendre tout travail nécessitant un ou plusieurs essayages sur la cliente ou son mannequin, à l'exclusion de tout travail en série »,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — Les dispositions de la convention collective de travail des 10, 16 juin et 4 novembre 1936 (avenant du 18 novembre 1936) réglant les rapports entre les employeurs de la couture et leurs ouvrières dans les départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et ouvriers des professions et régions comprises dans le champ d'application de cette convention. Cette extension est faite pour la durée et aux conditions prévues par ladite convention.

ART. 2. — Le conseiller d'Etat, directeur général du Travail, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 3 juillet 1937.

André FÉVRIER.

REGLEMENT INTERSYNDICAL

y compris l'avenant n° 1 du 16 juin 1936 et les dispositions intersyndicales du 4 novembre 1936

Entre les Syndicats des Couturières et Tailleurs pour dames de la région parisienne, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, à Paris ; Syndicat des Ouvrières du Vêtement, 35, boulevard des Capucines ; Syndicat des Ouvrières de l'Habillement, 120, rue du Cherche-Midi ; et la Chambre Syndicale de la Couture Parisienne, 27, rue de la Sourdière, à Paris, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

1^o Salaires

Le tarif minimum garanti aux ouvrières et ouvriers pour le nombre d'heures de la semaine fixé par la loi est le suivant :

	Par semaine
Premières mains	208 »
Secondes mains qualifiées	156 »
Secondes mains débutantes	148 80
Petites mains	105 60
Apprenties 2 ^e année	64 80
Apprentie 1 ^{re} année	48 »
Tailleurs pour dames	345 »

Aucune diminution ne sera effectuée sur les salaires supérieurs au tarif ci-dessus, au moment de la signature du contrat.

Le déclasserement d'un ouvrier ou d'une ouvrière à une catégorie entraînant une diminution de salaire est interdit.

Les salaires déterminés sont les salaires minima valables pendant la durée de validité du contrat.

2° Classification professionnelle

a) Est considéré comme travail de couture, tout travail nécessitant un ou plusieurs essayages bâtis, sur mannequin ou sur une cliente, et est réglé par ledit contrat.

Seules les catégories suivantes seront maintenues : premières mains, secondes mains qualifiées, secondes mains débutantes, petites mains, apprenties de deuxième et de première année.

Une première main doit savoir tailler et exécuter une pièce sous le contrôle de la seconde d'atelier. Il faut de plus qu'elle soit à même d'expliquer et de répartir le travail à la seconde main et à la petite main qui peuvent travailler avec elle.

Une seconde main qualifiée doit pouvoir travailler en collaboration et sous les conseils de la première main pour ne pas s'attarder à des travaux faciles.

Une seconde main débutante doit savoir faire un fond de robe quand il est préparé, passer les fils, exécuter boutonnieres brodées, passepoilées et brodées, faire et poser des poches, biais, ganses, etc., et toutes garnitures suivant la mode, faire les finitions, etc.;

b) La durée du stage dans chacune des catégories est fixée de la manière suivante :

Seconde main qualifiée, neuf mois.

Seconde main débutante, neuf mois.

Petite main, un an.

Apprentissage, deux ans.

3° Tableau d'avancement

a) Il ne sera procédé dans aucune maison à un embauchage à l'extérieur tant que les ouvrières et ouvriers, à qui aurait été reconnu déjà la qualification dans la catégorie supérieure, n'auront pas reçu effectivement le salaire minimum de cette catégorie ;

b) Un tableau sera établi, mentionnant tous les ouvriers et ouvrières de la maison se trouvant dans cette situation d'attente. Il sera affiché dans chaque atelier ;

c) Pour la seconde main qualifiée qui sera portée au tableau d'avancement, le salaire sera porté immédiatement à 172 fr. 80 par semaine, au minimum.

4° Valeur professionnelle

Il est entendu que la valeur professionnelle, notamment en ce qui concerne les ouvrières au tailleur, devra être prise en considération.

5° Organisation de l'apprentissage et formation professionnelle

Le contrat d'apprentissage étant légal, aucun employeur ne saurait s'y soustraire ; ces derniers doivent en respecter les clauses ainsi que les tarifs minima du présent accord intersyndical.

Le contrat d'apprentissage ne devra pas excéder une durée de

deux années. L'apprentie ayant accompli ce stage doit, à l'issue dudit apprentissage, obtenir sa qualification et son salaire de petite main.

Pour les apprenties, il sera prélevé cinq heures au moins par semaine de travail, pour leur permettre de suivre, à l'intérieur ou au dehors de l'établissement, des cours d'enseignement professionnel.

De plus, les heures supplémentaires ne pourront être exigées des jeunes filles au-dessous de 17 ans, toujours en vue de leur permettre de suivre régulièrement les cours prévus par la loi Astier.

Seuls sont reconnus valables par les parties contractantes, les institutions officielles de l'apprentissage, l'école de la chambre syndicale patronale de la couture, rue de la Sourdière, à Paris, et les cours syndicaux professionnels créés par les syndicats ouvriers.

L'apprentissage ne pourra être fait que conformément aux lois des 25 juillet 1919 et 20 mars 1928, incorporées au livre 1^{er} du Code du travail.

6° Travail aux pièces

Le travail aux pièces est supprimé pour les ouvriers et ouvrières de la couture.

Les syndicats signataires s'engagent à faire tous leurs efforts pour obtenir la suppression du travail aux pièces, dans toutes les branches de la profession où les ouvriers et ouvrières exécutent un travail analogue à la définition donnée ci-dessus du travail de couture, et dans toutes les maisons s'intitulant maisons de couture.

7° Embauchage

La chambre syndicale de la couture et les syndicats signataires sont d'accord sur le principe du développement et si nécessaire de la réorganisation des bureaux paritaires officiels de placement. Mais il est entendu que les membres de la chambre syndicale de la couture restent absolument libres d'embaucher qui leur plaît.

8° Durée du travail

La durée du travail par semaine, sera celle fixée par la loi.

9° Heures de dérogation

Les syndicats ouvriers et le syndicat patronal sont d'accord pour réduire au minimum les heures supplémentaires, dont le maintien dans une certaine mesure, est commandé par les besoins impérieux de l'industrie de la couture.

Aucune heure de dérogation prévisible la veille, ne saurait être exigée sans qu'au préalable la délégation en ait connaissance, ceci afin qu'elle puisse suggérer tout moyen d'éviter l'heure de dérogation.

On appelle « heure supplémentaire » ou « heure de dérogation » toute heure faite en sus des heures régulières établies pour la journée de travail.

Ces heures en supplément seront majorées de 50 %.

10° *Délai-congé*

Le délai-congé sera maintenu et appliqué, quelle que soit la durée de présence dans la maison, après la période d'essai d'une semaine.

Deux heures seront accordées chaque jour pour la recherche du travail et payées au salaire correspondant à chaque catégorie, quel que soit le motif du départ.

11° *Mise au repos*

Dans le cas de pénurie de travail, les mises au repos s'effectueront par roulement et par catégorie, au mieux des intérêts communs des ouvriers et des patrons.

12° *Certificat de travail*

La délivrance d'un certificat de travail est obligatoire. Il comportera les nom, prénoms et qualification de l'ouvrier, avec les dates d'entrée et de sortie de la maison.

Dans le cas où une ouvrière aurait obtenu la classification de principe dans la catégorie supérieure sans en avoir encore les avantages matériels, il est convenu que le certificat portera la mention réelle de qualification, même si l'ouvrière touche le salaire de la catégorie inférieure.

13° *Hygiène*

Il est absolument interdit que les apprenties et les ouvrières aient à effectuer la balayage des ateliers.

L'aération, les vestiaires, les lavabos, les water-closets, le chauffage, le réfectoire, devront être conformes aux règlements établis par l'inspection du travail.

Il sera absolument défendu d'employer des fers à repasser au-dessus de 5 kilogrammes

Les femmes enceintes, âgées ou infirmes auront cinq minutes à leur avantage à l'entrée ou à la sortie des ateliers. S'il y a un ascenseur dans la maison, elles pourront l'utiliser.

14° *Vacances*

Il sera appliqué huit jours de vacances payées après six mois de présence dans la maison; quinze jours de vacances après un an.

En cas de renvoi ou de départ entre temps, la proportionnelle sera appliquée quelle que soit la durée de présence dans la maison.

Les ouvriers auront les mêmes droits aux vacances que les couturières.

Les vacances seront prises aux époques fixées par la direction.

15° *Droit syndical et liberté d'opinion*

L'observation des lois s'imposent à tous, les employeurs reconnaissent le droit pour les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir

à un syndicat professionnel constitué en vertu du livre III du Code du Travail ainsi que leur liberté d'opinion.

Les employeurs s'engagent à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou de ne pas appartenir à un syndicat pour arrêter leur décision, en ce qui concerne l'embauchage, la conduite et la répartition du travail, les mesures de discipline ou les congédiements.

Si les organisations contractantes constatent qu'un travailleur est congédié en violation des deux paragraphes précédents, elles s'emploieront à obtenir la réintégration de celui-ci dans le même emploi, aux mêmes conditions; cette intervention ne fait pas d'obstacle au droit pour le travailleur d'obtenir judiciairement réparation pour le préjudice causé.

1° Délégués d'atelier

Dans chaque maison, les patrons acceptent de reconnaître comme valable la nomination par les ouvriers de délégués d'ateliers qui ne sont éligibles qu'à la condition qu'ils soient de nationalité française, âgés de vingt et un an au moins, jouissant de leurs droits civiques et soient présents dans l'entreprise depuis un an au moins au moment de leur élection.

Ces délégués seront ainsi habilités par leurs collègues pour discuter toutes les questions concernant les conditions d'hygiène, de salubrité et de protection du travail, à l'intérieur de la maison.

En cas de désaccord entre la délégation du personnel et la direction, il en sera référé aux organisations syndicales patronales et ouvrières intéressées. En cas de désaccord entre ces dernières, il pourra être fait recours à l'intervention du Ministre du Travail ou de toute personne ou organisation qualifiée du travail.

La nomination des délégués d'atelier sera notifiée à la direction des maisons, dès le jour de l'élection.

Les membres de la Chambre Syndicale patronale ne désirent pas s'immiscer dans les conditions qui présideront à l'élection des délégués d'atelier. Des facilités seront accordées à l'intérieur des maisons pour cette élection. Mais dans le cas où elle se ferait dans les locaux de la maison, elle devra toujours avoir lieu en dehors des heures de travail réglementaires.

17° Règlement des différends

En cas de différend dans l'application du présent accord, un des syndicats signataires aura droit de faire connaître aux co-signataires la nécessité d'une entrevue afin de solutionner le litige.

Dans les quinze jours qui suivent la demande d'entrevue, celle-ci devra avoir lieu. Au cas contraire et par la faute d'un des contractants, ou si l'entrevue n'a pas abouti, le ou les deux autres en référeront au Ministre du Travail, ou à tout autre représentant des Services du Travail, qui prendra l'initiative d'organiser l'entrevue.

Il est entendu que par le canal des délégués du personnel auprès de la direction, quand ces délégations sont régulièrement réalisées, les différends de chaque maison doivent être réglés, les syndicats signataires n'intervenant qu'après impuissance reconnue à solutionner le différend par les intéressés directs.

18° Revision et modification

Toute demande de revision ou de modification à apporter au contrat, devra être adressée par lettre recommandée, par l'une des parties signataires, et la solution de toute demande devra intervenir dans un délai d'un mois, et ce, après délibération de la commission mixte qui devra se réunir, au moins une fois tous les trois mois.

19° Durée de validité du contrat et contrôle d'application

Le présent contrat est valable pour une année, il se poursuivra par tacite reconduction. La résiliation du contrat ou toute modification possible est subordonnée à un préavis de deux mois et par lettre recommandée.

Les signataires du présent contrat s'engagent à le faire intégralement respecter parmi les syndiqués.

Des efforts communs seront faits pour son application parmi les non-syndiqués.

20° Circonscription d'application

Ce règlement est applicable dans les départements de la Seine et de la Seine-et-Oise.

21° Dispositions finales

Le contrat est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des parties contractantes, au Ministre du Travail, et pour le dépôt aux Secrétariats des Conseils de Prud'hommes des départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, conditions prévues à l'article 31 c du Livre 1^{er}, titre II, du Code du Travail.

Ce contrat sera affiché en vue dans chacune des entreprises adhérentes ou non à la Chambre Syndicale de la couture parisienne.

Fait à Paris, en quatorze exemplaires, les 10 et 16 juin et 4 novembre 1936.

(Signatures).

AVENANT

du 18 novembre 1936 au règlement intersyndical du 10 juin 1936

Entre les syndicats des couturières et tailleurs pour dames de la région parisienne, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, à Paris; syndicat des ouvrières du vêtement, 35, boulevard des Capucines; syndicat des ouvrières de l'habillement, 120, rue du Cherche-Midi, et la Chambre Syndicale de la couture parisienne, 27, rue de la Sourdière, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

1° Mise au repos et réduction d'heures (art. 11)

La mise au repos ou réduction partielle de la journée de travail doit être annoncée aux intéressés la veille, faute de quoi toute journée commencée devra être payée en entier.

Si cette mise au repos ou réduction partielle doit excéder une journée, l'avertissement devra être donné quarante-huit heures à l'avance.

2° Majoration du tailleur (art. 4)

Pour la première main dans les ateliers de tailleur ou dans tout autre atelier non catalogué comme tel mais faisant du tailleur, la majoration sur les salaires du flou est de 5 %.

3° Salaire des mécaniciennes

Dans les ateliers où les ouvrières sont spécialisées mécaniciennes, le salaire est fixé à 220 francs par semaine.

4° Congés payés (art. 14). — Période. — Paiement

Application des dispositions du décret du 1^{er} août 1936 (« Journal Officiel » du 4 août 1936).

Période des vacances dans la couture : du 1^{er} juin au 1^{er} octobre.

Ordre des départs : l'ordre des départs devra être communiqué à chaque ayant-droit quinze jours avant son départ.

Paiement : conformément au décret du 1^{er} août (art. 8).

5° Délégués d'ateliers (art. 16)

Chaque atelier aura un délégué titulaire et un délégué suppléant. Le chef du personnel, en accord avec les délégués, fixera la date de réunions périodiques qu'il présidera, et où tous les délégués ainsi réunis feront valoir leurs réclamations qui auront pu être préalablement transmises verbalement ou par écrit.

Ces réunions devront avoir lieu à des heures ne gênant pas le travail.

Deux délégués d'un même atelier ne pourront en même temps être mis au repos.

6° Ouvrières et ouvriers à domicile

Dans les maisons occupant de la main-d'œuvre à domicile, celle-ci doit bénéficier des lois sociales au même titre que les travailleurs occupés à l'intérieur de la maison : estimation de la base horaire du travail, assurances sociales, allocations familiales.

Congés payés. — Pour les congés payés, il devra être créé, conformément aux prévisions légales, une caisse de compensation dans l'industrie de la couture.

Délégués. — Les travailleurs à domicile ont droit à leur délégation ouvrière sur la base de deux délégués par 10 ou fraction de 10.

Certificat. — Le certificat de travail pour tous ceux qui travaillent seuls, avec leurs conjoints ou un membre de leur famille, devra uniquement stipuler, comme l'indique le Code du Travail, les noms, la

qualification professionnelle, les dates d'entrée et de sortie de la maison.

Tout certificat, pour des ouvrières et ouvriers astreints aux assurances sociales ou devant l'être, qui mentionnerait les qualifications de « façonnier », « artisan », ou bien mentionnerait « prenant du travail à façon » ne sera pas légalement valable.

Contrôle des heures de travail. — Un contrôle efficace sera exercé sur les industries de vêtement occupant de la main-d'œuvre à domicile, notamment en ce qui concerne les heures de travail et les heures supplémentaires.

7° Jour de fête dans la couture

Le 25 novembre, jour de la Sainte-Catherine, étant un jour de fête dans la couture, il ne sera pas travaillé l'après-midi.

Le payement des heures de travail ainsi perdues sera facultatif.

8° Qualification des apprenties (art. 11)

Les apprenties, dès le treizième mois de leur apprentissage, devront être mises au courant du travail de futures petites mains qu'elles deviendront. Les directions des maisons de couture, de même que les délégués d'atelier, veilleront à ce développement en pratique de l'apprentissage au sein des ateliers.

Fait à Paris, en quatorze exemplaires, le 18 novembre 1936.

(Signatures).

ADDITIF

du 31 juillet 1937 au règlement intersyndical du 10 juin 1936

Entre les :

Syndicat des Couturières et Tailleurs pour dames de la région parisienne, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, à Paris ;

Syndicat des Ouvrières de l'Habillement, 3, rue Volney, à Paris ;

Et la Chambre Syndicale de la Couture Parisienne, 27, rue de la Sourdière, à Paris ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

1° Récupération des heures perdues pour baisse normale du travail

Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret du 13 mars 1937, les organisations patronales et ouvrières adresseront au Ministère du Travail, avant le 8 août 1937, une demande collective tendant à obtenir pour l'industrie de la couture l'application du dit article relatif à la récupération des heures de chômage.

Les organisations patronales et ouvrières sont d'accord pour fixer

a 50 heures annuelles, donc à 20 heures pour la période comprise entre le 1^{er} août et le 31 décembre 1937, les heures de récupération de chômage.

Il est expressément spécifié que ces heures de récupération ne peuvent être faites que par des ouvrières ayant perdu des heures sur l'horaire normal de travail, tel qu'il se comporte depuis le 1^{er} août 1937, compte tenu des jours de fêtes légales normalement chômés, et des récupérations déjà opérées sur ces jours de fêtes.

Les heures perdues par suite de maladie ou par suite d'absence volontaire de l'ouvrière n'entrent pas dans la catégorie des heures chômées par baisse normale de travail.

Le crédit individuel d'heures de récupération devra être utilisé conjointement avec le crédit d'heures supplémentaires et dans la même proportion, c'est-à-dire 1 heure de récupération de chômage à tarif simple pour 1 heure supplémentaire à 50 % de majoration.

L'ensemble de ces heures de récupération et de dérogation ne devra pas excéder 5 par semaines et 1 heure par jour.

Il est bien entendu que la liaison ainsi créée entre les heures de récupération et les heures supplémentaires doit être envisagées par ouvrière et que le fait de faire récupérer à un certain nombre d'ouvrières des heures perdues par suite de chômage ne peut comporter obligation de faire exécuter un nombre égal d'heures supplémentaires à celles qui n'ont pas chômé.

Pour la simplicité des calculs, et pour éviter toute contestation (les heures de récupération de chômage à tarif simple étant liées, avec les heures de dérogation à 50 % de majoration), toutes ces heures ainsi exécutées seront totalisées en fin de semaine et payées pour moitié au tarif simple et pour moitié au tarif des heures supplémentaires.

Contrôle. — Le relevé mensuel des heures de récupération par ouvrière et des heures supplémentaires devra être tenu à la disposition de l'Inspectrice du Travail.

La fiche de paye devra faire la discrimination entre les heures normales de travail, les heures de récupération et les heures supplémentaires.

L'affichage de ces heures de récupération et de dérogation devra se faire 48 heures à l'avance dans les ateliers et comportera la liste nominative des ouvrières avec l'indication de la nature des heures qu'elles sont appelées à travailler (récupération ou dérogation).

2° Salaires. — Ouvrières et ouvriers

Augmentation générale de 8 % sur les salaires de base actuels et pour toutes les catégories d'ouvrières.

Par salaire de base actuel, il faut entendre les salaires fixés par les contrats collectifs de juin 1936 majorés par l'arbitrage Fouan ; par exemple, pour les premières mains flou : $208 + 20,80 = 228,80$.

Le nouveau salaire de base d'une première main flou serait ainsi

de	228 80
+ 8 %	18 30

Soit. 247 10

Pour les premières mains dont le salaire est actuellement supérieur au salaire de base, l'augmentation sera calculée sur le salaire de base actuel et ajoutée au salaire actuel.

Exemple :

Si le salaire est de	231 »
Augmentation 8 % sur 228 fr. 80	18 30
Nouveau salaire.....	249 30

Effet de cette augmentation : 1^{er} août 1937.

3° *Congés payés*

Les vacances seront payées sur la base de l'ancien salaire pour les vacances prises avant le 1^{er} août et du nouveau tarif pour les vacances prises après le 1^{er} août.

4° *Personnel nourri par les maisons*

Le montant de la retenue mensuelle pour le personnel nourri est porté à 175 francs.

5° *Durée de validité de cet accord*

Echéance de la convention collective actuelle, reconduite jusqu'au 1^{er} janvier 1938.

A moins qu'une loi n'intervienne avant l'expiration du contrat en cours, celui-ci sera reconsidéré et les discussions préliminaires à l'élaboration du nouveau contrat collectif seront commencées dès le mois de novembre, afin d'avoir le temps nécessaire pour faire aboutir la discussion avant l'échéance.

6° *Application des 40 heures*

Pour les ouvrières et ouvriers, la limitation du travail effectif de la semaine est réparti sur 5 journées de 8 heures.

Exceptionnellement, les samedis précédant la présentation de collection (au maximum deux samedis par an) il pourra être travaillé 3 heures supplémentaires au tarif majoré de 50 % sous réserve de l'autorisation du Ministère du Travail;

7° Tout décret intervenu postérieurement à la signature du présent additif et relatif à une augmentation des salaires basée sur l'indice du coût de la vie, devra tenir compte de la présente augmentation de 8 %.

Fait à Paris, le 31 juillet 1937.

Y. JAFFRE.

BELLUGUE.

Lucien LELONG.

Cours moyens des changes à Paris pendant le mois de juin
des années 1920, 1923, 1926, 1929, 1935, 1936 et fin août 1937

	1920	1923	1926	1929	1935	1936	1937
Londres (1 livre sterling).....	50.87	71.75	170.36	124.05	85.90	75.87	132.90
New-York (1 dollar).....	12.96	15.56	35.02	25.58	21.03	15.12	26.60
Hollande (1 florin).....	4.73	6.10	14.05	10.27	10.22	10.27	14.70
Italie (1 lire).....	0.75	0.72	1.28	1.34	1.32	1.20	1.40
Suisse (1 franc).....	2.35	2.80	6.75	4.92	4.90	4.93	6.11
Espagne (1 peseta).....	2.12	2.35	5.72	3.63	2.17	2.07	»
Belgique (1 franc).....	1.04	0.86	0.98	0.71	0.70	0.51	0.90
Suède (1 couronne).....	2.81	4.15	9.38	6.83	4.42	3.92	6.85
Allemagne (1 reichsmark).....	»	»	8.28	6.10	6.04	6.10	10.75
Danemark (1 couronne).....	2.20	2.78	9.21	6.80	3.84	3.40	5.92
P.-ague (1 couronne).....	0.28	0.46	1.03	0.76	0.75	0.63	0.93
Roumanie (1 leu).....	0.28	0.08	0.15	0.15	0.15	0.11	0.16
Vienne (1 schilling).....	»	»	4.91	3.59	3.58	2.97	4.21
Pologne (1 zloty).....	»	»	0.16	2.87	2.85	2.85	5.05
Yougoslavie (1 dinar).....	»	»	»	0.45	0.35	0.33	0.61
Hongrie (1 pengoe).....	»	»	»	4.45	4.45	4.45	4.25
Grèce (1 drachme).....	»	»	»	»	0.14	0.14	0.20
Japon (1 yen).....	»	»	»	»	»	4.38	6.18

Indices moyens du coût de la vie
Base 100 en 1929

Années	Allemagne	Autriche	Etats-Unis	France	Grande-Bre- tagne	Grèce	Belgique	Espagne	Hongrie	Italie	Pays-Bas	Pologne	Suède	Suisse	Tchécoslo- vaquie	Yugo-Slavie
1927	96	96	102	92	102	93	93	104	95	100	100	98	101	99	100	103
1928	99	97	100	93	101	97	95	97	100	98	101	99	101	100	101	99
1929	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1930	96	100	96	105	96	88	104	103	91	97	96	93	97	98	98	92
1931	88	96	87	102	90	100	93	107	86	87	90	85	94	93	93	87
1932	78	97	79	95	88	106	84	103	83	83	84	77	92	86	92	81
1933	77	95	76	94	85	114	88	100	77	80	83	70	91	81	91	79
1934	79	95	79	93	86	116	79	102	76	76	83	66	91	80	90	73
1935	80	94	81	87	87	117	80	99	78	77	81	63	92	80	92	74
1936	81	94	82	91	89	121	85	97	82	83	79	60	93	81	93	74
1937 (1 ^{er} sem.)	81	»	84	104	52	130	90	»	87	86	80	64	95	85	94	74

Salaires horaires féminins dans l'industrie de la couture

Années	Allemagne en Reichs pfennigs	Autriche en schillings	Belgique en francs	Etats-Unis en dollars	France en francs	Grande-Bret en pences (1)	Suède en couronnes	Suisse en francs	Tchécoslo- vaquie en couronnes	Hongrie en pengos	Italie en liras	Japon en yens	Pologne en zlotys
1927..	»	0.80	»	0.373	3.90	»	0.76	»	5.96	»	»	»	»
1928..	56.28	0.86	»	0.368	3.95	»	0.79	»	5.96	»	1.79	»	»
1929..	58.6	0.89	5. »	0.375	4.35	»	0.79	0.77	5.96	»	1.71	»	»
1930..	60. »	0.89	5.75	0.393	4.55	»	0.81	0.77	6.39	»	1.51	»	»
1931..	58.3	0.89	5.75	0.357	4.55	»	0.78	0.79	6.55	»	1.56	»	»
1932..	51. »	0.85	4. »	0.330	4. »	»	0.77	0.74	6.55	0.51	1.46	0.121	0.45
1933..	48.6	0.82	4. »	0.260	4.05	»	0.75	0.72	6.55	0.50	1.38	0.117	0.44
1934..	48.6	0.82	3.50	0.415	3.15	»	0.75	0.70	6.55	0.47	1.32	0.103	0.41
1935..	48.6	0.82	3. »	0.416	3.90	9	0.75	0.69	6.55	0.49	1.31	0.098	0.40
1936..	45.7	0.82	3. »	0.395	4.35	»	0.75	0.68	6.45	0.46	1.33	0.103	»
1937..	»	»	3.25	0.415	6.20	»	»	»	5.95	»	1.42	0.109	»

(1) Pas de renseignements pour la Grande-Bretagne, sauf pour l'année 1935 ; mais les salaires n'ont pas sensiblement varié dans la période de 1927-1936.

BIBLIOGRAPHIE

- Bertrand NOGARO, professeur à la Faculté de Droit de Paris. — *La Crise Economique dans le Monde et en France* (1936).
- Philippe SIMON. — *La Haute Couture*, thèse de doctorat en Droit (1931).
- POUILLET. — *Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique* (1908).
- ALLARD ET CARTERON. — *La mode devant les tribunaux* (1914).
- LOUIS ROUBAUD. — *Au pays des mannequins*.
- Jeanne BOUVIER. — *La lingerie et les lingères*.
- J.-Ch. WORTH. — *A propos de la mode* (Revue de Paris, 15 mai 1930).
- DOSSIERS DE L'OFFICE DE DOCUMENTATION DE L'OFFICE NATIONAL DU COMMERCE EXTÉRIEUR.
- SOCIÉTÉ DES NATIONS. — *Revue de la situation économique mondiale* (1935-1936).
- *Enquête sur les clearings*.
- BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. — *Annuaire des Statistiques du Travail* (1936-1937).
- INSTITUT INTERNATIONAL DU COMMERCE. — *Revue des lois, décrets et traités de commerce* (1930-1936).
- TABLEAU GÉNÉRAL DU COMMERCE ET DE LA NAVIGATION (1913, 1925, 1929 à 1935).
- STATISTIQUE MENSUELLE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE (1929-1937).
- BULLETIN TRIMESTRIEL DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE DE LA FRANCE.
- RÉSULTATS DES RECENSEMENTS DE 1926 ET 1931.
- CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE. — *Rapport sur le tourisme, le thermalisme et le climatisme*.
- BULLETIN DU MINISTÈRE DU TRAVAIL. — *Le travail féminin à Paris avant et depuis la guerre dans les industries du Vêtement*, par Mme LETELLIER, Inspectrice du Travail (1925-1929).
- JOURNAL OFFICIEL. — *Bulletin du Marché du Travail* (1930 à 1937).
- GAZETTE DU PALAIS. — *Passim*.
- LA JOURNÉE INDUSTRIELLE. — *Passim*.
- L'ACTIVITÉ MODERNE. — 10 avril 1937.
- L'ACTIVITÉ ECONOMIQUE. — Juillet 1937.
- LES ECHOS. — *Passim*.
- L'EXPORTATEUR FRANÇAIS. — *Passim*.
- LE MONITEUR DE LA MAILLE. — *Passim*.
- REVUE DE LA CHAPELLERIE. — *Passim*.

Table des Matières

	Pages
AVANT-PROPOS	1

CHAPITRE PREMIER

Organisation dans la Région Parisienne des industries du vêtement et de la mode	5
I. Couture	5
II. Confection	11
III. Mode	15
IV. Lingerie	17
V. Fourrure	19

CHAPITRE II

Causes de la crise	21
I. Diminution des exportations	25
II. Droits de douane	29
III. Contingentements	33
IV. Contrôle des devises	35
V. Diminution du tourisme	38
VI. Changement dans les habitudes de la clientèle. — Simplification du costume	45
VII. Concurrence illicite par la copie des modèles	51
VIII. Prix de revient trop élevés par comparaison avec ceux des pays étrangers	58

CHAPITRE III

Effets de la crise	69
I. Sur les Etablissements :	
1. Effets de la crise dans les industries de la couture et de la confection	69
2. Enquêtes mensuelles des Inspecteurs du Travail	74
3. Les recensements professionnels	77
4. Effets de la crise dans l'industrie de la lingerie	77
5. Effets de la crise dans l'industrie de la mode	78
6. Effets de la crise dans l'industrie de la fourrure	80
7. Effets de la crise sur les grands magasins	81
8. La semaine de 40 heures	84

	Pages
II. <i>Les effets de la crise sur les ouvriers</i>	86
1. Le chômage	88
2. Mouvement des demandes et offres d'emploi	89
3. L'apprentissage	94
4. Effets de la crise sur les salaires	95
III. <i>Les effets de la crise dans les industries annexes</i>	99

CHAPITRE IV

La recherche des remèdes	103
CONCLUSIONS	111
ANNEXE. — Conventions collectives et tableaux statistiques sur le cours des changes; les indices du coût de la vie et les salaires féminins..	113
Bibliographie	127

